AFRICAN SCHOOL OF ECONOMICS

UNHCR
The UN Refugee Agency

Réfugiés au Nord du Bénin : Une Analyse Socio-Ethnographique

Rapport Final

Avertissement / Disclaimer

Cette étude socio-ethnographique a été réalisée par l'African School of Economics pour le compte du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR). Les analyses et conclusions présentées relèvent uniquement de la responsabilité des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les positions officielles de l'UNHCR ou de leurs partenaires. Toute utilisation ou reproduction de ce rapport doit reconnaître cette institution comme commanditaire du projet.

Remerciements

Nous tenons tout d'abord à exprimer notre profonde gratitude au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) pour avoir commandité et soutenu cette étude, et pour la confiance accordée à l'African School of Economics (ASE) dans la conduite de cette recherche sur la situation des réfugiés dans le Nord du Bénin.

Nous remercions tout particulièrement le staff de l'Agence Béninoise de la Protection Civile (ABPC/CNRA) et son Directeur pour leur accompagnement administratif, logistique et technique tout au long du projet. Leur soutien a été essentiel à la réussite de la collecte et du traitement des données.

Nous exprimons également notre reconnaissance à toutes les autorités locales, les représentants institutionnels, les organisations non gouvernementales et les communautés réfugiées et hôtes qui ont généreusement accepté de partager leur temps, leurs expériences et leurs points de vue ; sans leur implication, le travail sur le terrain n'aurait pas été possible.

Nos remerciements les plus chaleureux vont particulièrement aux communautés réfugiées et aux populations hôtes dont les témoignages constituent le socle de cette analyse. Les 48 participants aux focus groups, les leaders communautaires, ainsi que les femmes et les jeunes qui ont fait preuve d'une remarquable ouverture et d'une confiance précieuse.

Nous saluons enfin le professionnalisme et le dévouement de l'équipe de recherche de l'African School of Economics (ASE), des enquêteurs de terrain (modérateurs, co-modérateurs, rapporteurs), des assistants, ainsi que tous nos collaborateurs de l'université de Bouaké, et bien évidemment, toutes les personnes qui ont participé à la réalisation de cette étude.

Préface

> *“La connaissance d’autrui est une porte ouverte sur soi-même ; c’est en apprenant à écouter les autres que l’on découvre sa propre humanité.”*

Inspiré d’Amadou Hampâté Bâ

Derrière chaque donnée sur les réfugiés et demandeurs d’asile se trouvent des trajectoires de vie, des appartenances, des savoirs et des aspirations. Comprendre ces dimensions humaines est essentiel pour appréhender les réalités complexes des territoires d’accueil et des populations qui les composent, mais aussi pour mieux définir les réponses à apporter et renforcer notre redevabilité. Chaque réfugié emporte avec lui une part de sa culture et de son identité, laquelle se transforme et s’enrichit au fil des déplacements, devenant multiple à mesure qu’il s’éloigne de son lieu d’origine. Reconnaître cette dynamique nous aide à concevoir des solutions qui respectent la dignité et la singularité de chacun.

Les présents rapports anthropologiques (Bénin, Côte d’Ivoire) complètent les analyses socio-économiques produites par le HCR en adoptant une approche différente mais complémentaire. Là où les données socio-économiques décrivent les conditions de vie et les indicateurs matériels, l’approche anthropologique explore les significations sociales, les représentations mutuelles et les dynamiques de coexistence entre deux groupes : les réfugiés et les communautés hôtes. Elle dépasse toutefois cette seule distinction, en mobilisant d’autres grilles de lecture propres à l’anthropologie – langues parlées, récits historiques, pratiques culturelles, réseaux d’alliance – qui traversent les deux populations et structurent la vie collective selon des logiques parfois indépendantes du statut de réfugié ou d’hôte.

En se concentrant sur les régions de l’Alibori et de l’Atacora au Bénin et du Tchologo et du Bounkani en Côte d’Ivoire, les deux rapports mettent en lumière la manière dont les liens humains, culturels et symboliques façonnent la vie commune. Il révèle les facteurs favorables à la cohésion – tels que la solidarité, les alliances familiales ou les pratiques partagées – mais aussi ceux qui freinent les dynamiques d’inclusion : méfiances, différenciations identitaires ou tensions liées à l’accès aux ressources.

En restituant les logiques sociales qui sous-tendent les comportements et les interactions, l’analyse anthropologique permet d’interpréter autrement les chiffres et d’enrichir la lecture des réalités du terrain.

Les enseignements de ce rapport contribuent à une compréhension plus fine des mécanismes d'inclusion, de coexistence et de résilience dans les zones d'accueil. Ils rappellent aussi la continuité historique du Bénin et de la Côte d'Ivoire comme terres d'hospitalité, de brassage, d'ouverture et de circulation humaine, où la diversité des appartenances a toujours nourri les échanges humains, économiques et culturels.

Je salue le travail minutieux des chercheurs et partenaires, ainsi que la générosité des personnes réfugiées et des communautés hôtes qui ont partagé leur expérience. Puisse ces études nourrir une réflexion collective fondée sur la connaissance des contextes humains et territoriaux, au service d'un vivre-ensemble fondé sur la dignité, la solidarité et le respect mutuel.

Digitally signed by Olivier Guillaume E. Beer
Date: 2026.01.11 23:58:36 +01'00'

Olivier Beer

Représentant Bureau multi-pays Côte d'ivoire, Bénin, Ghana, Libéria, Togo

Table des matières

1. Résumé Exécutif : Réfugiés au Nord du Bénin Synthèse Stratégique et Opérationnelle 9

2. Introduction 11

2.1 Contexte de l'Étude 12

2.2 Objet de l'Étude 13

2.3 Démarche Méthodologique 14

2.4 Plan de Présentation 16

3. Histoire des Peuples, des Langues et des Cultures au Nord du Bénin 17

3.1 Origine et Installation des Peuples du Nord du Bénin 18

3.2 Langues des Peuples du Nord du Bénin 19

3.3 Organisation Sociale Traditionnelle des Peuples du Nord du Bénin 20

3.4 Pratiques Culturelles et Religieuses des Peuples du Nord du Bénin 20

3.5 Dynamiques Historiques, Migrations et Transformations Sociales au Nord du Bénin 22

3.6 Situation Actuelle et Défis Contemporains des Peuples du Nord du Bénin 23

4. Qui Sont Exactement les Réfugiés au Nord du Bénin 24

4.1 Répartition par Sexe dans les Communes Cibles 24

4.2 Répartition par Groupe d'Âge dans les Communes Cibles 25

4.3 Répartition par Ethnie dans les Communes Cibles 26

4.4 Répartition des Réfugiés dans les Communes Cibles 27

5. Les Dynamiques Sociales et Communautaires des Réfugiés dans les Localités Cibles 28

5.1 Organisation Familiale et Clanique 28

5.2 Structures d'Autorités 30

5.3 Modes Traditionnels de Résolutions des Conflits des Réfugiés 36

6. Les Représentations Culturelles du Déplacement et de l'Accueil 37

6.1 Comment la Communauté Hôte Perçoit les Réfugiés 37

6.2 Comment les Réfugiés se Sentent Perçus par leur Communauté d'Accueil 39

6.3 Formes de Solidarité Internes et Relations avec les Communautés Hôtes 40

7. Les Pratiques Économiques et Modes de Subsistance 42

7.1 Métiers et Professions Post-Migratoires par Commune Cible 42

7.2 Répartition des Métiers par Groupe Ethnique 45

7.3 Rôles du Genre dans l'Économie par Commune Cible 46

7.4 Difficultés Liées à l'Accès à la Terre et aux Ressources Naturelles 48

8. Les Profils Socioculturels des Réfugiés dans les Communes Cibles 54

8.1 Langues Parlées par Commune Cible 54

8.2 Pratiques Religieuses et Rituels 56

8.3 Normes Éducatives et de Santé 56

8.4 Pratiques Alimentaires 58

9. Les Trajectoires Migratoires et l'Impact Psychologique 59

9.1 Violences Vécues 59

9.2 Relations avec les Groupes Armés 59

9.3 Rôle de la mémoire collective 60

9.4 Recommandations 62

10. Les Déterminants liés au Choix de la Communauté d'Accueil 63

10.1 Proximité Géographique et Recherche de Sécurité 63

10.2 Liens Historiques et Socio-Culturels 64

10.3 Liens Familiaux et Réseaux Sociaux 65

11. Inclusion Socio-Économique 66

11.1 Les Réfugiés se Perçoivent comme Contributeurs au Développement 66

11.2 Insertion Sociale et Économique : besoins essentiels des réfugiés 67

12. Challenges et Perspectives 69

12.1 Sécurité et Gestion des Conflits 69

12.2 Politiques Inclusives et Promotion de la Coexistence Pacifique 69

12.3 Programmes d'Appui et Promotion de l'Accès aux Services Essentiels 70

12.4 Partenariats et Mobilisation de Ressources 70

13. Discussion : De l'Accueil d'Urgence à l'Inclusion Durable 70

13.1 Recommandations Opérationnelles 72

14. Références 73

15. Annexe 75

15.1 Méthodologie de Nuage de Mots 75

15.2 Compositions des Familles Ethniques 76

Table des figures

1 **Femmes et Enfants dans l'Atacora au Bénin** 8
2 **Objectifs spécifiques** 13
3 **Répartition des participants de l'étude** 15
4 **Enquêteurs avec Point Focal** 15
5 **Plan de Présentation** 16
6 **Flux de Réfugiés vers le Nord du Bénin.** 17
7 **Traditions Spirituelles du Bénin** 21
8 **Fondation de l'Identité Culturelle** 22
9 **Répartition des Réfugiés par Sexe dans les Communes Cibles de l'Étude** . . 24
10 **Répartition des Réfugiés dans les Communes Cibles de l'Étude par Groupe d'Âge** 25
11 **Répartition des Réfugiés dans les Communes Cibles de l'Étude par Groupe Ethnique** 26
12 **Répartition des Réfugiés dans les Communes Cibles de notre Étude** 27
13 **Nuage de Mots des Perceptions des Réfugiés dans leur Communauté d'Accueil** 39
14 **Répartition des Catégories d'Occupation Post-Migratoires par Commune Cible de l'Étude (18 ans et plus)** 42
15 **Répartition des Métiers par Groupe Ethnique dans les Communes Cibles de notre Étude** 45
16 **Répartition d'Occupation Post-Migratoires des Réfugiés par Genre selon la Commune Cible de l'Étude** 46
17 **Éleveur et son Bétail en Pâturage** 49
18 **Enfants autour d'une Pompe Villageoise dans l'Atacora** 51
19 **Langues Parlées à Matéri et Natitingou** 54
20 **Nuage de Mots des Facteurs Historiques ou Ethnographiques** 63
21 **Nuage de Mots des Réfugiés comme Contributeurs au Développement Socio-Économique** 66
22 **Nuage de Mots de l'inclusion Socio-Économique** 67
23 **Interaction entre Réfugiés et Communauté d'Accueil** 68
24 **Tableau des Différentes Ethnies et Leur Famille** 76

Réfugiés au Nord du Bénin : Une Analyse Socio-Ethnographique

RAPPORT FINAL

Préambule

Dans un contexte marqué par l'aggravation de la crise sécuritaire au Sahel, cette étude propose une analyse socio-ethnographique des dynamiques migratoires et des interactions sociales entre les réfugiés burkinabè, togolais, nigériens et les communautés hôtes dans les zones frontalières du Nord du Bénin. Elle s'intéresse aux facteurs historiques, culturels, sociaux et ethnographiques influençant les choix d'installation des réfugiés, ainsi qu'à leurs perceptions, comparées à celles des autorités et des organisations humanitaires.

La méthodologie repose sur des focus groups et des entretiens menés auprès des réfugiés et des acteurs locaux, permettant de dégager les logiques de coexistence, les tensions foncières, les rapports de genre et les enjeux de cohésion sociale.

L'étude vise à formuler des recommandations concrètes pour une meilleure intégration des réfugiés, la réduction des conflits communautaires et la prévention de l'extrémisme violent, en tenant compte des réalités locales. L'analyse des données s'appuie sur des outils qualitatifs avancés afin de produire une compréhension fine et contextualisée des dynamiques en présence.

Figure 1. Femmes et Enfants dans l'Atacora au Bénin

1. Résumé Exécutif : Réfugiés au Nord du Bénin Synthèse Stratégique et Opérationnelle

Contexte et Objectifs

Dans un contexte d'insécurité croissante au Sahel, le Nord du Bénin (Matéri, Kandi, Natitingou) accueille des flux de réfugiés burkinabè, togolais et nigériens. Cette étude socio-ethnographique vise à comprendre les dynamiques d'installation, les perceptions mutuelles et les facteurs de cohésion sociale pour orienter les politiques publiques et humanitaires.

Méthodologie

- **Méthode mixte :** Une approche qualitative basée sur 16 *focus group discussions*, 15 entretiens individuels et une analyse documentaire. Une analyse quantitative des données ProGres (UNHCR) complète la compréhension des profils et dynamiques.
- **Échantillon :** Qualitatif : 163 participants réfugiés et hôtes, stratifiés par âge et sexe. Quantitatif : 6577 réfugiés enregistrés dans ProGres au Bénin.
- **Partenaires :** UNHCR, ABPC/CNRA et autorités locales pour l'accès aux données et la coordination de terrain.

Principaux Résultats

Les conclusions s'articulent autour de quatre axes : facteurs d'attraction, traumatisme et mémoire collective, ressources vitales, inclusion économique.

Facteurs d'Attraction et d'Installation :

- Choix motivé par la proximité géographique, la recherche de sécurité (« paix ») et des réseaux sociaux préexistants.
- La proximité culturelle et linguistique (Gur, Dendi, Bariba) facilite une intégration immédiate.

Traumatisme et Mémoire Collective :

- Le déplacement est souvent déclenché par une « mémoire collective du danger » autant que par des violences directes.
- Un besoin urgent d'accompagnement psychosocial est identifié.

Ressources Vitales et Tensions :

- Foncier : tensions autour de la terre, précarité des contrats verbaux, conflits liés au bétail.
- Eau : faible accès aux points d'eau, parfois associé à une forme d'exclusion symbolique.
- Les mécanismes traditionnels de médiation restent efficaces mais sous pression.

Inclusion Économique :

- Les réfugiés se perçoivent comme contributeurs (agriculture, élevage, artisanat).
- Distinction majeure : les « anciens » sont autonomes, les nouveaux dépendants de l'aide et de la main-d'œuvre journalière.

Recommandations Opérationnelles

- **Sécurisation foncière :** Formaliser les accords fonciers par des contrats écrits certifiés par les autorités locales et créer des points d'eau dédiés.
- **Protection des infrastructures pastorales :** Délimiter les couloirs de transhumance, protéger les espaces pastoraux et créer des points d'eau pour le bétail afin de réduire les conflits.
- **Renforcer la cohésion sociale :** Mettre en place des comités mixtes, organiser des activités culturelles et sportives, valoriser l'apport économique des réfugiés.
- **Consolider l'inclusion socio-économique :** Accroître l'accès à la formation professionnelle, au microcrédit et aux services essentiels (santé, éducation).
- **Santé mentale :** Déployer des programmes de soutien psychosocial ciblant les traumatismes liés à la violence et à la mémoire collective.

2. Introduction

L'Afrique de l'Ouest traverse une reconfiguration géopolitique et sécuritaire majeure, marquée par l'expansion de la menace terroriste du Sahel vers les pays côtiers. Depuis plusieurs années, le Bénin, particulièrement ses zones frontalières du Nord, est devenu une terre d'accueil pour des populations fuyant les violences au Burkina Faso, au Niger et au Togo. Ce mouvement migratoire ne se limite pas à un simple déplacement physique ; il engage une recomposition complexe des tissus sociaux dans les communes d'accueil telles que Matéri, Kandi et Natitingou.

Cette étude, commanditée par le HCR et menée par l'African School of Economics, utilise une « approche mixte » et propose une analyse socio-ethnographique de cette crise. Au-delà du simple constat humanitaire l'étude s'intéresse aux « logiques sociales profondes », aux « facteurs culturels et historiques » et aux « dynamiques relationnelles » qui structurent l'accueil et l'inclusion.

Dans un premier temps, cette recherche souligne l'importance des concepts clés comme la "mémoire collective du danger" et la "grammaire sociale partagée". Dans un deuxième temps elle présente une approche opérationnelle, offrant ainsi une compréhension à la fois pratique et conceptuelle de la situation des réfugiés au Nord du Bénin.

En dehors des chiffres, cette analyse interroge les facteurs historiques, culturels et humains qui sous-tendent le choix des terres d'asile et les modalités de la coexistence. Comment les liens qui datent de plusieurs siècles entre les peuples (Bariba, Dendi, Gourmantché, Batammariba) facilitent-ils l'accueil ? Comment les traumatismes de la fuite et la mémoire collective de la violence influencent-ils l'inclusion ?

L'objectif de ce rapport est de dépasser la simple gestion humanitaire d'urgence pour comprendre les dynamiques profondes d'interaction entre réfugiés et communautés hôtes. D'abord, cette étude examine le rôle déterminant des proximités ethnolinguistiques, des structures sociales patrilinéaires et des affinités religieuses dans la facilitation de l'accueil initial des réfugiés. Ensuite, cette recherche analyse le rôle de l'« accès à la terre et l'eau » dans les arrangements économiques informels, les enjeux identitaires et conflictuels.

De plus, ce rapport s'interroge sur la « dimension traumatique et mémorielle des parcours migratoires » afin d'identifier les traumatismes durables et les besoins psychologiques des réfugiés dans leur nouvel environnement. En outre, cette étude explore la possibilité de transformer les réfugiés « comme acteurs économiques et leviers de développement. » . Enfin, ce rapport évalue la nécessité de passer d'une « logique d'assistance humanitaire d'urgence » à une « logique d'inclusion socio-économique durable » des réfugiés. En analysant les logiques de solidarité, les tensions autour des ressources naturelles (terre, eau) et les perceptions mutuelles, cette étude vise à fournir aux décideurs des clés de lecture pour transformer une cohabitation subie en une intégration résiliente et sécurisée.

2.1 Contexte de l'Étude

L'Afrique de l'Ouest, comme le reste du monde, est entrée dans une nouvelle ère sécuritaire et géopolitique avec l'émergence de nouveaux acteurs transétatiques depuis « les événements du 11 septembre à New York et Washington [qui] ont marqué un tournant majeur quant à la place du terrorisme dans les préoccupations internationales » (Cilliers, 2004). Des facteurs tels que l'instabilité politique, la fragilité des États, la grande pauvreté des populations, le chômage des jeunes, les conflits intercommunautaires, les frontières poreuses, l'existence de trafics illicites et la faiblesse de la coopération internationale ont favorisé l'expansion du phénomène qu'est le terrorisme en Afrique de l'Ouest.

Cette menace diffuse et grandissante, après avoir tissé ses mailles notamment dans les pays de l'espace sahélo-saharien comme le Mali, le Niger, le Burkina Faso, le bassin du lac Tchad, et pris une forme endémique au Nigéria, s'étend depuis plusieurs années vers les pays côtiers tels que la Côte d'Ivoire, le Togo et le Bénin, entre autres, qui ont été tour à tour touchés par l'activité de groupes comme Ansar Dine, Boko Haram et ISWAP (État Islamique en Afrique de l'Ouest). Ces groupes terroristes, a priori autonomes et agissant dans des territoires différents, créent parfois, selon les circonstances, des alliances qui leur permettent divers échanges, qu'il s'agisse de logistique, d'appui technique ou encore d'échanges de combattants et d'informations. Toutes ces imbrications rendent très complexe la maîtrise des questions liées à ce phénomène.

La question transversale qui résulte de la problématique du terrorisme en Afrique de l'Ouest est celle de la gestion du flux des réfugiés qu'elle implique. On assiste, en effet, à un déplacement de populations des pays et zones en proie au terrorisme vers des contrées plus pacifiées et peu ou pas du tout touchées par les attaques meurtrières. À cet effet, ce sont les pays de la côte atlantique du golfe de Guinée, notamment le Bénin, qui accueillent par vagues successives des réfugiés. Ainsi, la présence de ceux-ci sur leur territoire pose des situations telles que leur intégration, l'accroissement des vulnérabilités, la cohésion sociale et parfois les chocs culturels. De manière spécifique, dans les zones frontalières du Nord du Bénin, des communautés entières de réfugiés burkinabè, nigériens et togolais se sont installées, souvent dans des conditions précaires.

Cette présence soulève des défis importants en matière d'accès aux ressources, de cohésion sociale et d'intégration économique avec les populations hôtes. Si plusieurs études ont explicité les problèmes socio-économiques et les interactions avec les communautés hôtes, la présente, commanditée par le HCR, vise à mettre en lumière les dynamiques, les facteurs sociologiques et ethnologiques qui président au choix des communautés d'accueil par les réfugiés, et à en ressortir les aspects subséquents. Il s'agit de permettre aux décideurs de disposer d'informations et de suggestions suffisamment réalistes et actualisées pour de meilleures réponses humanitaires aux problèmes des réfugiés.

2.2 Objet de l'Étude

2.2.1 Objectif Général

La présente étude vise à approfondir la compréhension des dynamiques d'installation et d'interaction entre les réfugiés et les communautés dans les communes du Nord du Bénin (Matéri, Kandi, Natitingou), afin de proposer aux décideurs publics des solutions aux problèmes qu'elles soulèvent.

2.2.2 Objectifs Spécifiques

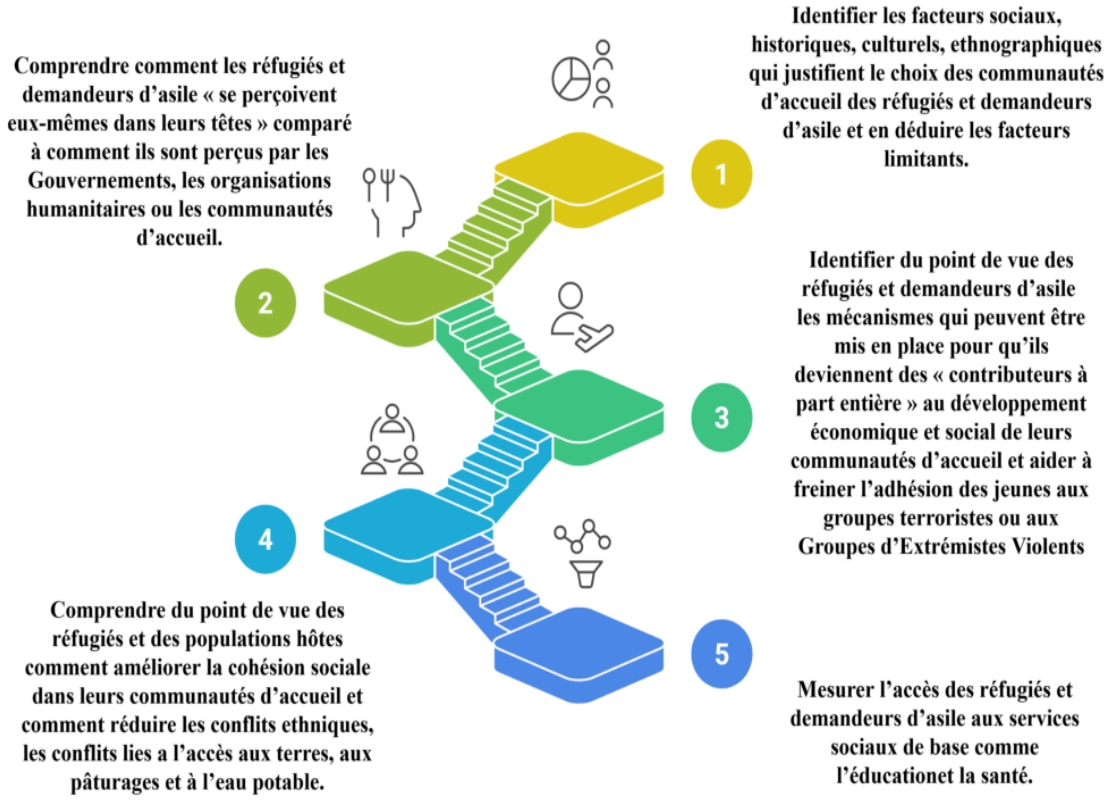

Figure 2. Objectifs spécifiques

2.3 Démarche Méthodologique

2.3.1 Engagement des Partenaires Techniques

La première étape de notre méthodologie est de collaborer étroitement avec les partenaires clés qui sont en charge des réfugiés tels que l'UNHCR et l'Agence Béninoise de Protection Civile (ABPC/CNRA). Le staff de l'ABPC/CNRA nous a aidé à plusieurs niveaux. Premièrement, le Directeur de l'ABPC/CNRA nous a donné les autorisations nécessaires pour aller collecter les données dans les trois communes.

Deuxièmement, l'ABPC/CNRA nous a permis de repréciser la base échantillonnage ou sampling frame. Troisièmement, pour des raisons de confidentialité, les agents de l'ABPC/CNRA nous ont aidé à tirer les échantillons des réfugiés selon les critères que nous avons ensemble définis.

Quatrièmement, les points focaux de l'ABPC/CNRA ont permis de mobiliser, sensibiliser et assurer la présence des réfugiés lors des différents focus groups. La présence des points focaux a facilité la collecte des données sur le terrain. En un mot l'appui technique des points focaux de l'ABPC/CNRA a assuré la réussite de l'opération de collecte de données.

2.3.2 Méthodologie et Politique de Terrain

Pour atteindre les objectifs susmentionnés, l'étude s'est principalement appuyée sur une approche qualitative. La démarche de recherche a combiné la recherche bibliographique de documents scientifiques et institutionnels concernant la situation des réfugiés burkinabè, nigériens, et togolais installés au Nord du Bénin, ainsi que la collecte de données primaires sur le terrain. La collecte des données s'est déroulée dans trois (3) communes que sont Kandi, Materi, Natitingou.

2.3.3 Collecte des Données

Les enquêtes sur le terrain ont duré 8 jours et ont été menées par trois équipes, chacune composée d'un modérateur, d'un co-modérateur et d'un rapporteur. Ces équipes ont utilisé un guide de discussion semi-structuré, avec enregistrements audios et vidéos des discussions, après consentement éclairé des participants. Un entretien a également été réalisé dans chaque commune avec un représentant local.

L'échantillonnage a été réalisé selon une méthode stratifiée, en tenant compte du sexe (hommes et femmes) et de l'âge (18-30 ans et 30 ans et plus), avec un total de 72 participants potentiels. Parmi eux, 48 ont constitué l'échantillon primaire et 24 l'échantillon de remplacement. Six focus groups ont été organisés, répartis géographiquement sur plusieurs sites.

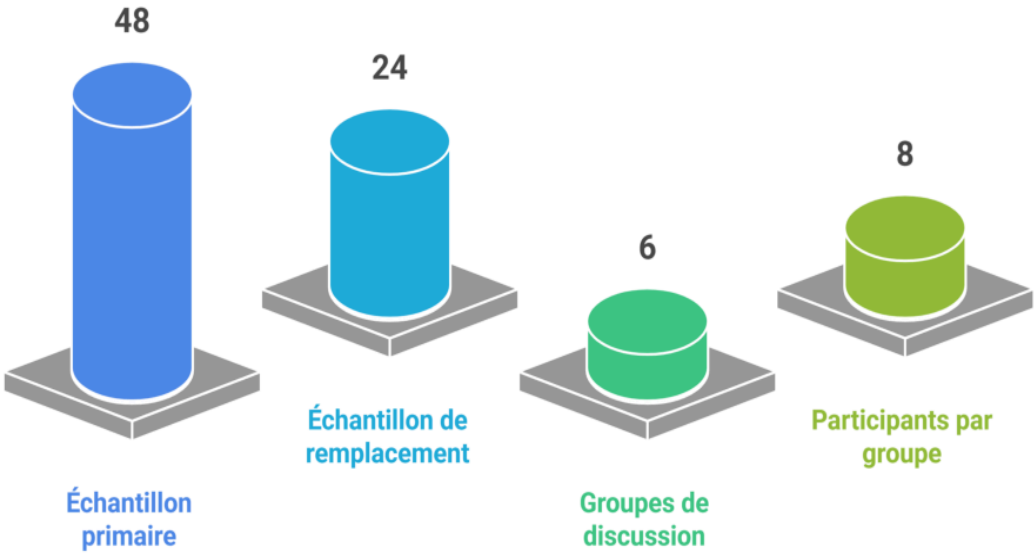

Figure 3. Répartition des participants de l'étude

Figure 4. Enquêteurs avec Point Focal

2.4 Plan de Présentation

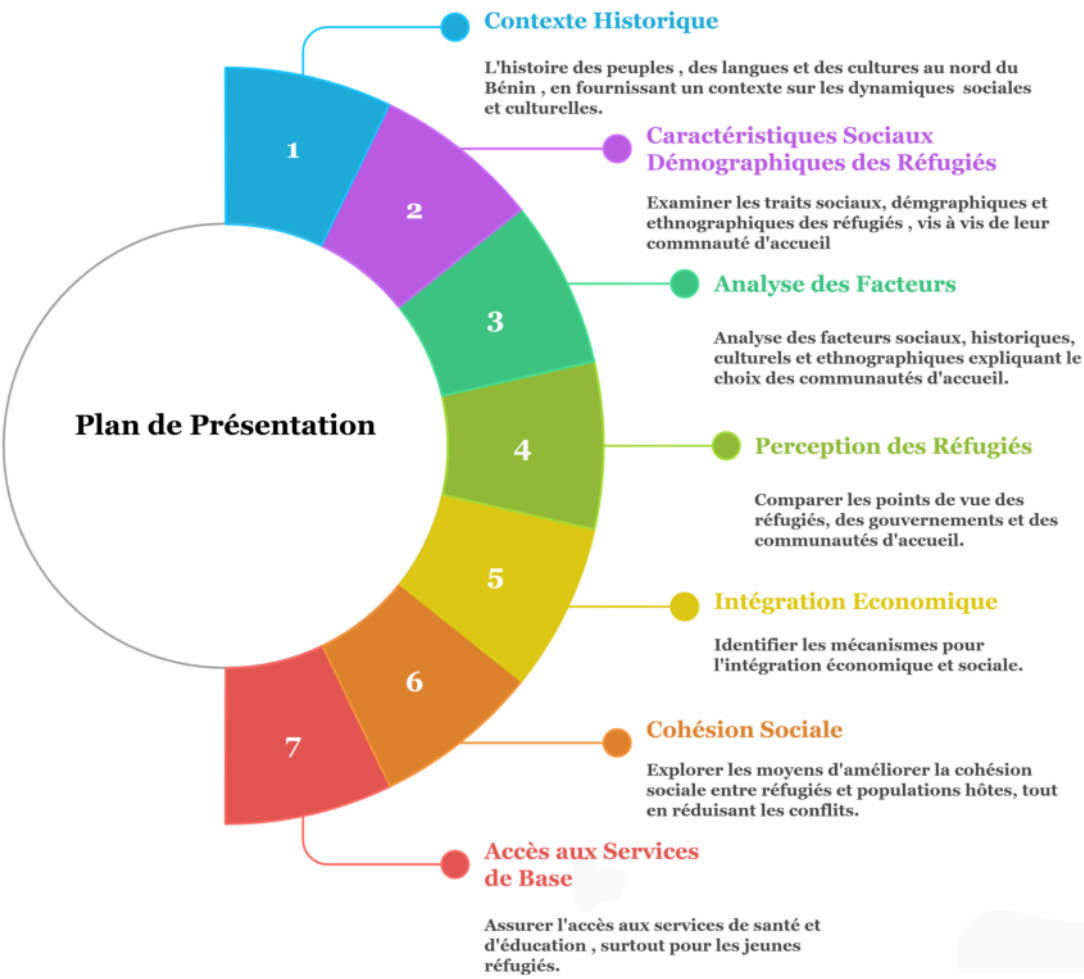

Figure 5. Plan de Présentation

L'intégration des réfugiés dans le Nord du Bénin repose sur plusieurs dimensions. Elle s'explique d'abord par le contexte historique et culturel des populations locales, puis par l'analyse des facteurs sociaux et ethnographiques influençant le choix des communautés d'accueil. Les perceptions des réfugiés, des gouvernements et des habitants permettent de mieux comprendre les dynamiques en jeu. L'intégration passe également par des mécanismes économiques, le renforcement de la cohésion sociale et l'inclusion éducative et économique, indispensables à une intégration durable.

3. Histoire des Peuples, des Langues et des Cultures au Nord du Bénin

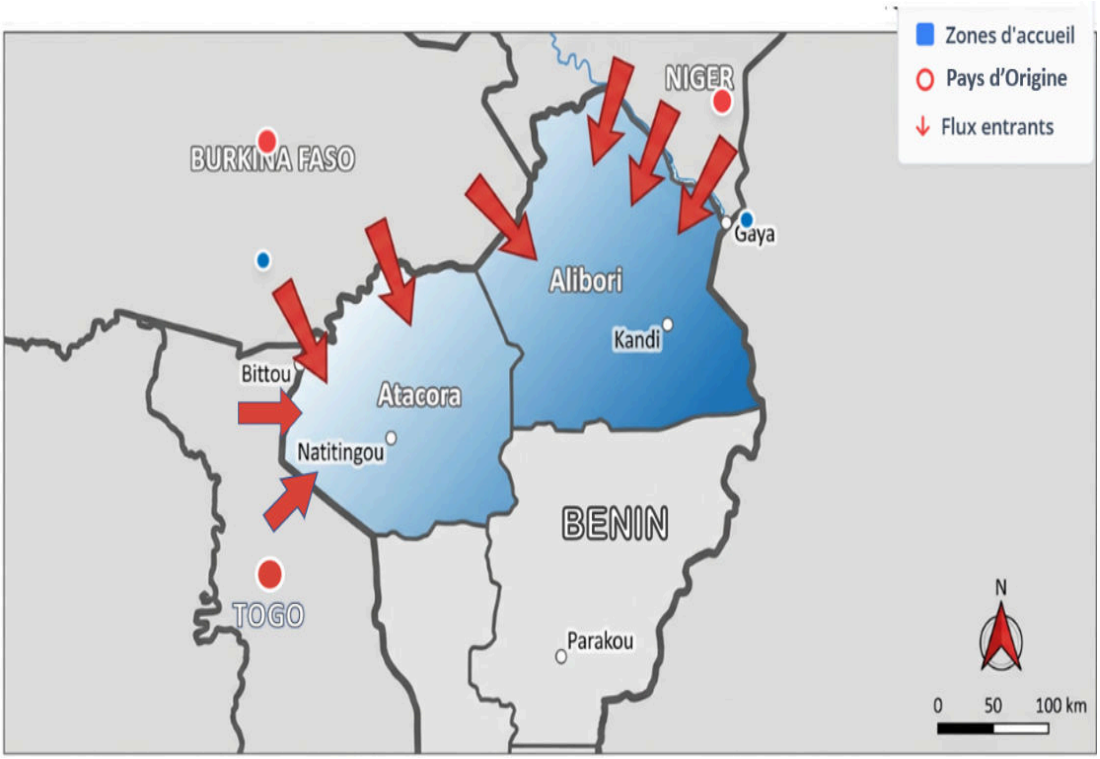

Figure 6. Flux de Réfugiés vers le Nord du Bénin.

Le Nord du Bénin, couvrant principalement les départements de l'Atacora, de la Donga, du Borgou et de l'Alibori, constitue une mosaïque humaine et culturelle d'une grande richesse. Selon Mathias Khalfaoui (2023), le nord du Bénin est peuplé par cinq grands groupes ethniques que sont : les Baribas, les Fulbes, les Dendi, les Gourmantché, et les Batammariba. Bien que chaque groupe ait une identité propre, leurs histoires s'entrecroisent : réseaux caravaniers et marchés transsahariens, islamisation progressive, sociétés initiatiques gur, et résistances face aux reconfigurations coloniales puis nationales.

3.1 Origine et Installation des Peuples du Nord du Bénin

Héritiers des grandes formations politiques sahéliennes comme les empires du Ghana, du Mali et de Songhaï, les peuples au Nord du Bénin portent encore l'empreinte de ces contacts anciens, structurés autour des réseaux caravaniers, de l'islam et des marchés frontaliers, piliers de leur développement socio-économique et culturel.

L'effondrement de l'Empire Songhaï en 1591 provoque l'installation des Dendi le long du fleuve Niger, où ils fondent le royaume du Dendi et s'affirment comme commerçants et islamisateurs. Les Bariba, issus de l'alliance entre les autochtones Baatonu et les aristocraties guerrières Wassangari venues du Nord, établissent des royaumes puissants comme Nikki, Kandi et Kouandé, centres de pouvoir politique et spirituel. En parallèle, les peuples Gur (Gourmantché, Waama, Yom/Lokpa, Batammariba et Berba), originaires des zones Mossi et Gurma (actuels Burkina Faso, Togo, Ghana), s'installent avec une organisation lignagère solide, des rites initiatiques et une agriculture vivrière centrée sur le mil.

Grâce à leur position stratégique, ces territoires deviennent un carrefour entre les régions sahéliennes islamisées et les zones agricoles méridionales. Les Dendi développent un commerce actif le long des routes caravanières reliant le Niger à Gao, Tombouctou, Kano et Sokoto, tandis que des marchés comme Malanville, Karimama, Kandi et Nikki deviennent des hubs d'échanges où circulent sel, bétail, tissus, noix de cola et artisanat.
Les Bariba se distinguent par leurs compétences équestres, participant aux échanges et aux guerres régionales qui renforcent leur domination dans la plaine du Borgou. L'islam, introduit dès le Moyen Âge par des marchands et érudits songhaï et haoussa, s'enracine chez les Dendi et les élites bariba, constituant un facteur de cohésion culturelle et de légitimation politique. Les royaumes bariba, comme Nikki, reposent sur une hiérarchie stricte autour du roi (Sarkin) et des chefs de province, tandis que les sociétés gur maintiennent leurs chefferies de terre (tindana) et leurs institutions rituelles.

Chez les Batammariba, l'organisation égalitaire repose sur les villages et les célèbres tatas, maisons-forteresses aux fonctions résidentielles et spirituelles. Ces structures coexistent et interagissent dans un espace où religion, pouvoir et économie sont étroitement liés. La pénétration coloniale française à la fin du XIXe siècle bouleverse toutefois ces équilibres : les royaumes bariba et les chefferies dendi sont intégrés de force ou par négociation à l'administration coloniale, tandis que dans l'Atacora, des communautés comme les Batammariba et les Waama résistent activement.

3.2 Langues des Peuples du Nord du Bénin

Le Nord du Bénin présente une diversité linguistique remarquable, reflet de son histoire migratoire et de ses échanges régionaux. Les langues appartiennent majoritairement au groupe gur (voltaïque) et au groupe songhaï (nilo-saharien), avec le français comme langue officielle et le dendi comme langue véhiculaire transfrontalière.

Les langues du Nord du Bénin reflètent la diversité culturelle et historique de la région. Les Bariba (Baatonum), parlés dans le Borgou et une partie de l'Alibori, constituent l'une des principales langues nationales ; dotée d'une orthographe normalisée, elle est utilisée dans les médias locaux ainsi que dans les programmes d'alphabétisation.

Les langues gur de l'Atacora et de la Donga incluent le Gourmantchéma (Gourmantché), le Waama (Yooba), le Yom et le Lokpa, ainsi que le Ditammari (Batammariba) et le Biali (Berba), chacune étant fortement ancrée dans son terroir et jouant un rôle central dans la transmission culturelle et rituelle. Du côté des langues songhaï, le Dendi, parlé surtout dans l'Alibori (Malanville, Karimama, Kandi), se rattache au groupe méridional des langues songhaï et se rapproche du Zerma. Véhiculaire régional, il s'impose dans les marchés, les échanges commerciaux transfrontaliers et l'islamisation, dépassant le cadre strictement ethnique pour toucher l'ensemble du Nord du Bénin.

Le bilinguisme, voire le multilinguisme, est courant : dans les zones urbaines, les locuteurs combinent souvent le français, le Dendi et une langue gur. Les langues locales s'emploient dans les rituels, les marchés, l'éducation non formelle et les médias communautaires (radios locales, programmes d'alphabétisation), tandis que le français domine l'administration, l'enseignement officiel et les relations avec l'extérieur.

La vitalité de ces langues reste forte grâce à une transmission intergénérationnelle dynamique, bien que l'urbanisation et l'école francophone influencent les pratiques. Des efforts de documentation et de valorisation, notamment pour le Ditammari et le Biali, visent à préserver ce patrimoine linguistique, tandis que l'usage croissant des médias en langues nationales contribue à leur maintien et à leur dynamisme.

3.3 Organisation Sociale Traditionnelle des Peuples du Nord du Bénin

L'organisation sociale des peuples du Nord du Bénin reflète la diversité de leurs origines et l'héritage des structures politiques sahéliennes et gur, combinant des systèmes hiérarchiques centralisés, comme chez les Bariba et les Dendi, et des organisations lignagères plus égalitaires, comme chez les Gourmantché, Waama, Yom/Lokpa, Batammariba et Berba, tout en intégrant des fonctions politico-rituelles étroitement liées à la gestion de la terre et à la cohésion communautaire.

Chez les Bariba, la société est structurée autour de l'aristocratie Wassangari (guerriers et détenteurs du pouvoir politique) et des Baatonu (agriculteurs autochtones), avec à sa tête un roi, le Sarkin, qui règne sur un réseau de chefs subordonnés, assumant un rôle symbolique et décisionnel encore reconnu aujourd'hui.

Les Dendi, organisés en patrilignages, conservent des chefferies locales et la mémoire des anciennes lignées royales du royaume du Dendi. Les Gourmantché, Waama, Yom/Lokpa et Berba reposent sur un système patrilinéaire, avec des tindana (chefs de terre) responsables des rituels agraires, de la médiation sociale et de la gestion foncière, cumulant ainsi des fonctions religieuses et politiques qui assurent l'équilibre entre les lignages et la protection spirituelle du territoire.

Les Batammariba se distinguent par une organisation égalitaire, sans royauté centralisée, où l'autorité est détenue par les anciens et les initiés, garants des traditions et du lien entre les générations ; l'habitat fortifié (tata) est au cœur de la structure familiale et reflète le statut social du chef de concession. Les alliances matrimoniales renforcent la cohésion sociale : les mariages sont souvent arrangés pour tisser des liens entre familles et créer des réseaux d'entraide, parfois scellés par une dot ou un service de la famille du marié à celle de la mariée.

Les cérémonies d'initiation intègrent les jeunes dans la communauté, leur transmettent les savoirs et les règles sociales, et contribuent à maintenir l'ordre et la cohésion au sein de la société. La femme occupe une place centrale, participant activement à la vie familiale et communautaire, assurant l'éducation des enfants, transmettant les savoirs traditionnels et soutenant les activités économiques du foyer ; elle est ainsi à la fois pilier de la cohésion sociale et actrice de la continuité culturelle.

3.4 Pratiques Culturelles et Religieuses des Peuples du Nord du Bénin

Le Nord du Bénin se caractérise par une grande diversité culturelle et religieuse, où coexistent des pratiques animistes traditionnelles, des formes d'islam populaire et des expressions artistiques riches, qui constituent à la fois des marqueurs identitaires et des vecteurs de cohésion sociale.

3.4.1 Religions Traditionnelles et Animismes

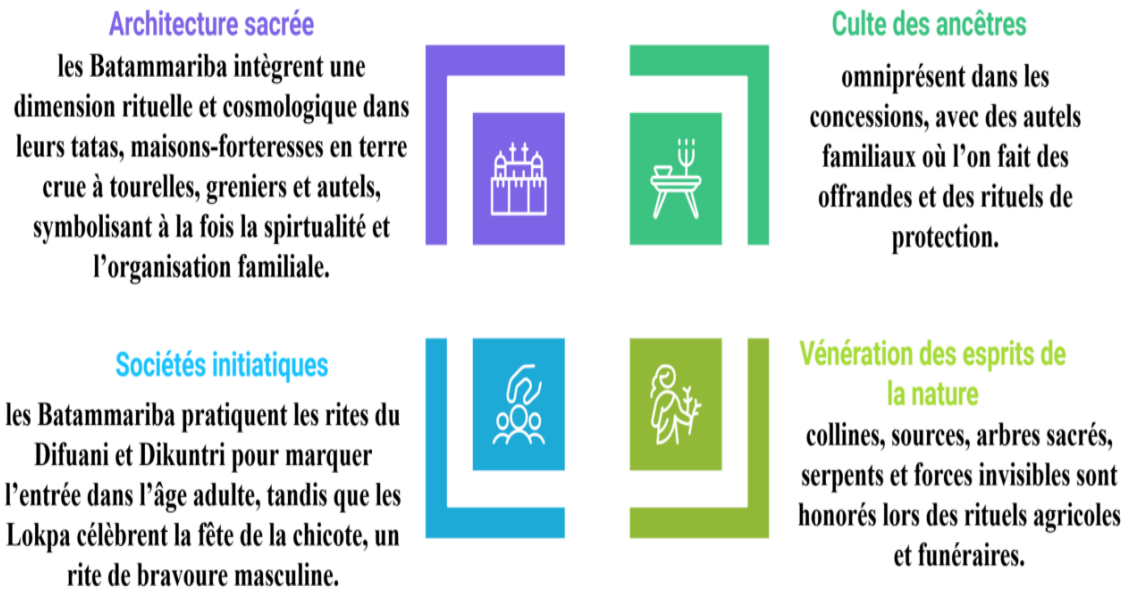

Figure 7. Traditions Spirituelles du Bénin

3.4.2 Islam Syncrétique et Maraboutisme

Les marabouts jouent un rôle central, à la fois religieux et thérapeutique. Ils sont consultés pour des bénédictions, des protections, ou des rituels de guérison. Le syncrétisme religieux est courant : chez les Dendi, par exemple, les croyances en esprits comme Kaaka ou Kuluku coexistent avec la prière musulmane. Les fêtes religieuses comme la Gaani chez les Bariba illustrent cette hybridation : bien qu'inspirée de l'islam, elle intègre des éléments culturels locaux (danses, chevaux, chants).

3.4.3 Christianisme et Autres Influences Religieuses

Le christianisme, minoritaire mais présent en milieu urbain et missionnaire, coexiste avec les rites locaux et s'exprime souvent dans un cadre syncrétique. Les langues locales, notamment le Lokpa et le Yom, ont servi à traduire des textes bibliques, renforçant leur usage et leur diffusion au sein des communautés chrétiennes.

3.4.4 Expressions Culturelles Immatérielles

Les pratiques culturelles du Nord béninois sont riches et diversifiées. Elles ne se limitent pas aux rituels religieux, mais englobent aussi les arts, la musique, la danse et l'architecture.

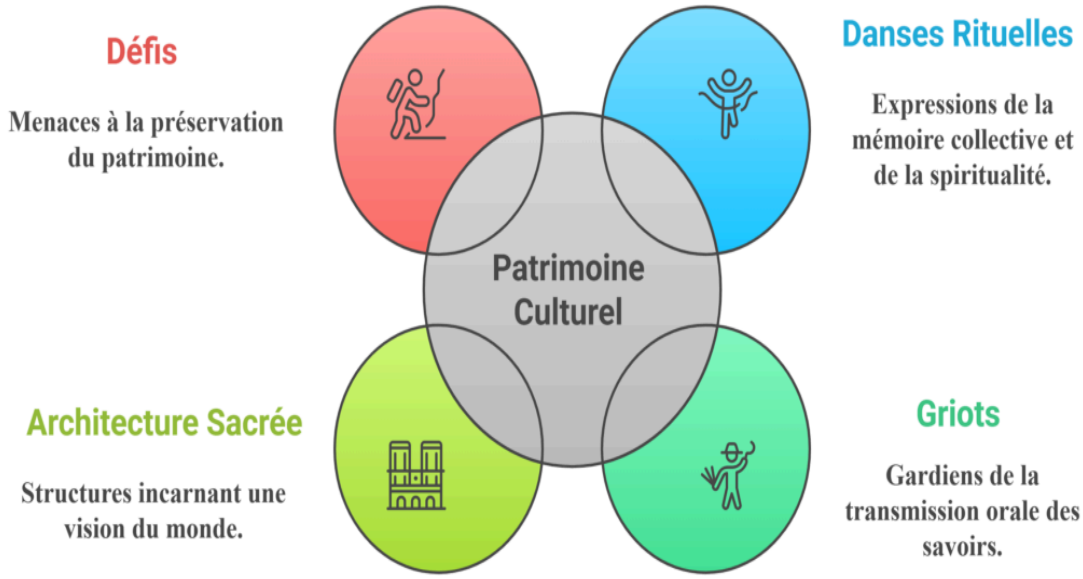

Figure 8. Fondation de l'Identité Culturelle

3.5 Dynamiques Historiques, Migrations et Transformations Sociales au Nord du Bénin

Le Nord du Bénin, à la croisée des influences sahéliennes, mandingues et voltaïques, a été marqué par des migrations anciennes et la formation de royaumes et chefferies. Les Bariba ont fondé des royaumes centralisés comme Nikki, tandis que les Dendi, héritiers de l'Empire Songhaï, ont créé le royaume du Dendi et joué un rôle clé dans le commerce et la diffusion de l'islam.

Les Gourmantché et les Batammariba se sont installés plus tardivement, organisés autour de chefferies lignagères ou de structures égalitaires, avec des rites et une architecture sacrée spécifiques. La colonisation française a affaibli les royaumes et transformé les chefferies traditionnelles, mais certains groupes, comme les Batammariba, ont préservé leur autonomie et leurs pratiques.

Depuis l'indépendance, la région connaît des mutations importantes : urbanisation, scolarisation bilingue, diffusion de l'islam et du christianisme, et diversification économique entre agriculture, commerce et élevage. Malgré ces transformations, le Nord du Bénin reste un espace de brassage culturel et de résilience identitaire, où traditions, langues et rites se maintiennent face aux tensions foncières et aux défis contemporains, faisant de cette région un territoire à la fois de mémoire et d'innovation.

3.6 Situation Actuelle et Défis Contemporains des Peuples du Nord du Bénin

Le Nord du Bénin, riche de sa diversité ethnique et culturelle, connaît aujourd'hui de profondes mutations liées à l'urbanisation, à la modernisation et aux enjeux sécuritaires. Les principaux groupes sont les Bariba (Borgou), les Dendi (Alibori), les Gourmantché (Nord-est), ainsi que les Waama, Yom, Lokpa, Berba et Batammariba (Atacora et Donga). La population est jeune et mobile, avec une migration rurale-urbaine vers des villes comme Parakou et Natitingou.

Les langues locales, reconnues comme nationales (Baatonum, Dendi, Gourmantchéma, Waama, Yom, Lokpa, Ditammari, Berba, Boko, Fulfulde), sont utilisées dans les échanges, les écoles bilingues et les médias, mais certaines, comme le Berba ou le Boko, sont en déclin, surtout en milieu urbain. Des initiatives de revitalisation linguistique et culturelle sont en cours, via l'éducation bilingue, les radios communautaires et la documentation des langues.

L'économie repose sur l'agriculture vivrière et commerciale (mil, sorgho, coton, anacarde), l'élevage et le commerce transfrontalier, avec des transformations induites par les infrastructures modernes. La spiritualité est marquée par le syncrétisme entre islam sunnite, christianisme et pratiques animistes traditionnelles, coexistant dans une logique d'adaptation.

Les principaux défis contemporains incluent le déclin des rites et langues traditionnelles, la pression foncière, l'inégalité dans l'accès à l'éducation et les tensions sécuritaires dans les zones frontalières. La valorisation culturelle se poursuit à travers festivals, musées et projets éducatifs ou touristiques, permettant de préserver l'identité et la cohésion des communautés.

4. Qui Sont Exactement les Réfugiés au Nord du Bénin

4.1 Répartition par Sexe dans les Communes Cibles

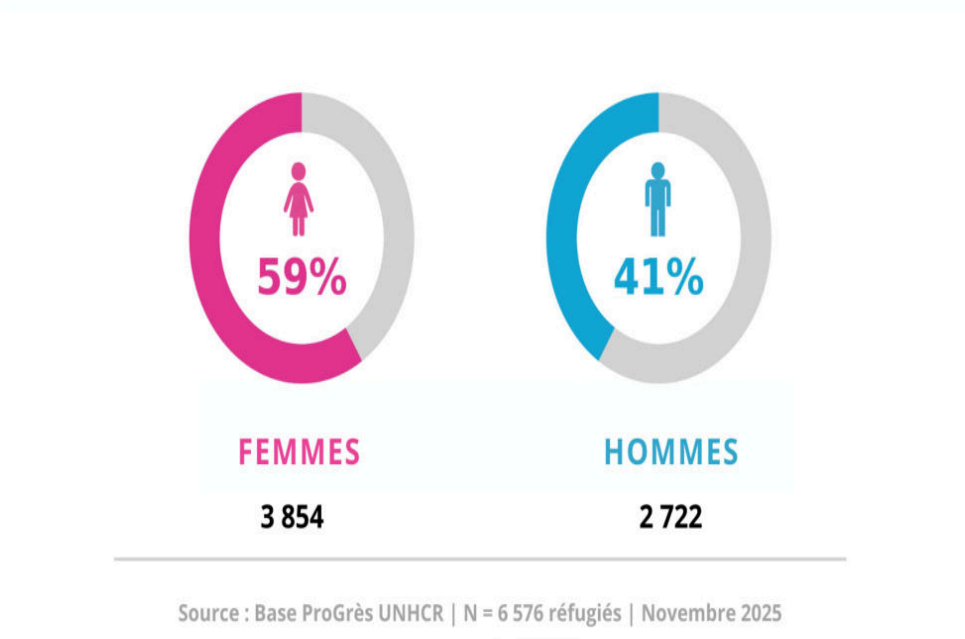

Figure 9. Répartition des Réfugiés par Sexe dans les Communes Cibles de l'Étude

Conformément aux données de la base ProGres, la répartition par sexe des réfugiés dans les communes cibles de l'étude révèle une structure dominée par les femmes [59% (3854)] contre [41% (2722)] hommes. Cette structure peut s'expliquer par le fait que, durant les déplacements forcés, soit les hommes restent sur place pour défendre les biens familiaux, soit qu'ils sont la cible des violences, ou encore recrutés de force par les groupes extrémistes violents. Cette répartition à forte dominance féminine peut aussi se comprendre par le fait que les femmes fuient notamment avec les enfants formant des unités familiales où elles deviennent la principale figure protectrice.

4.1.1 Recommandations

En matière de réponse humanitaire, l'analyse du profil par sexe des réfugiés installés dans les communes cibles de l'étude permet de dégager trois axes d'intervention prioritaires.

Premièrement, un axe portant sur les besoins sanitaires spécifiques, notamment en matière de santé reproductive, maternelle et infantile. La forte proportion de femmes et d'enfants nécessite un renforcement des services de santé adaptés, incluant le suivi prénatal, la prise en charge nutritionnelle et l'accès aux soins de base.

Deuxièmement, la réponse humanitaire doit s'appuyer sur l'autonomisation économique des femmes, à travers la création d'activités génératrices de revenus susceptibles de renforcer leur résilience socio-économique. Cet appui contribue non seulement à améliorer leurs moyens d'existence, mais aussi à réduire leur vulnérabilité.

Enfin, le troisième axe concerne la cohésion sociale. La présence majoritaire de femmes et d'enfants requiert un accompagnement psychosocial approprié, favorisant une intégration harmonieuse et durable au sein des communautés hôtes, tout en prévenant les tensions locales.

4.2 Répartition par Groupe d'Âge dans les Communes Cibles

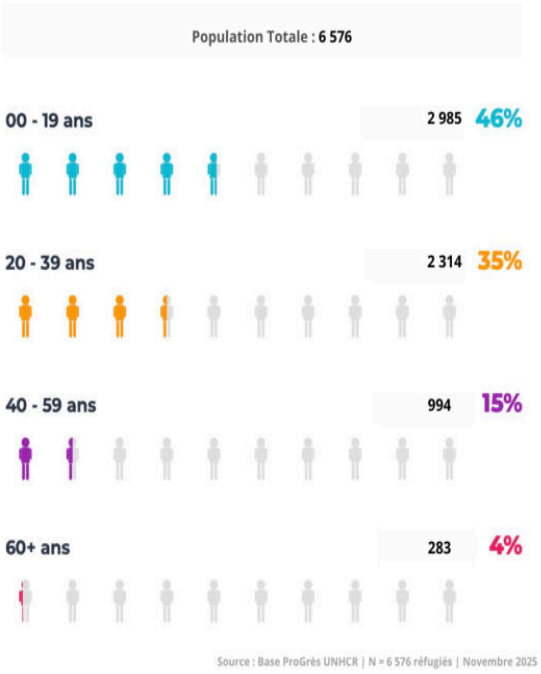

Figure 10. Répartition des Réfugiés dans les Communes Cibles de l'Étude par Groupe d'Âge

Les données de la base ProGres révèlent que la répartition par âge des réfugiés dans les communes cibles de l'étude est marquée par une proportion importante d'enfants et d'adolescents âgés de 0 à 19 ans [46%, (2985)], suivie d'une présence significative des jeunes de 20 à 39 ans [35%, (2314)] et celle non négligeable des adultes de 40 à 59 ans (15%, [994]). Ce qui signifie qu'environ 81% des réfugiés dans les communes cibles de l'étude ont moins de 40 ans et près de 40% sont en âge de travailler. On note aussi que les personnes âgées de 60 ans et plus ne constituent que 4% de ces réfugiés.

4.2.1 Recommandations

Cette répartition par âge engendre des besoins différenciés qui doivent orienter les programmes d'assistance et d'insertion. Les enfants et adolescents nécessitent des programmes éducatifs renforcés ainsi qu'un système de protection pour garantir leur sécurité et leur développement. La proportion significative de jeunes adultes constitue un potentiel considérable pour l'insertion socio-économique et représente un levier important pour la formation professionnelle et l'autonomisation économique. Quant aux personnes âgées, elles requièrent une prise en charge spécifique en matière de santé et de soutien social adapté à leurs besoins particuliers.

4.3 Répartition par Ethnie dans les Communes Cibles

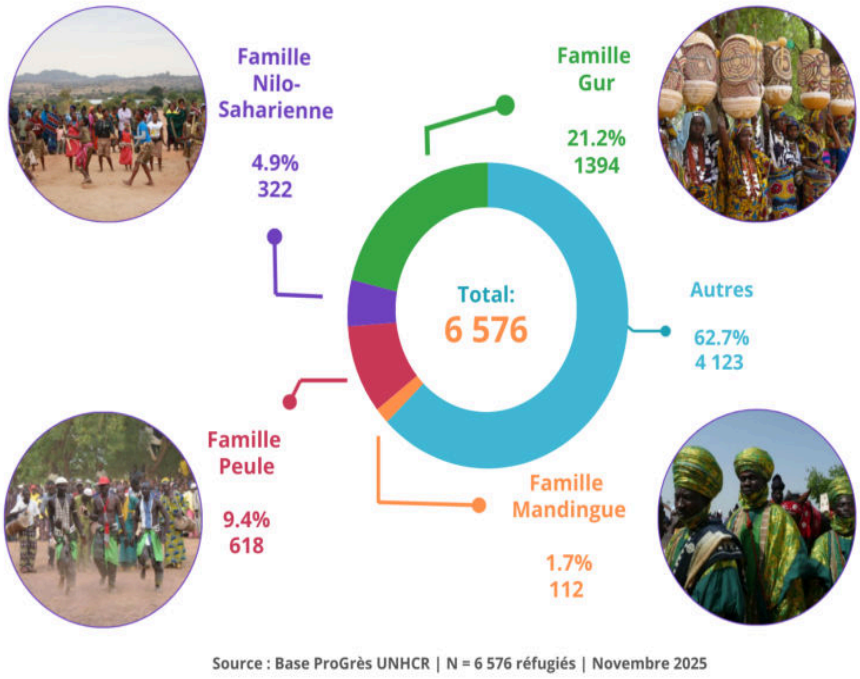

Figure 11. Répartition des Réfugiés dans les Communes Cibles de l'Étude par Groupe Ethnique

La composition ethnique montre une très forte hétérogénéité. Le groupe "Autres" domine largement avec 63% de la population réfugiée, indiquant une grande diversité ethnique non capturée par les catégories principales. La "Famille Gur" constitue 21%, la "Famille Peule" 9%, la "Famille Nilo-Saharienne" 5% et la "Famille Mandingue" 2%. Cette diversité ethnique importante nécessite des approches d'intégration différenciées et culturellement adaptées. Le graphique ci-dessus montre que les réfugiés dans les localités cibles au nord du Bénin proviennent de groupes ethniques très variés.

En effet, les réfugiés de la "Famille Gur" constituent 21%, ceux de la famille peule (9%), suivis de ceux de la famille Nilo Saharienne (5%). Les réfugiés de la Famille Mandingue ne représentent que 2%. Les réfugiés du Groupe "Autres" dominent largement avec 61%. Ceci indique une grande diversité de petits groupes ethniques non capturés par les familles principales. Cette Variété ethnique remarquable nécessite des approches d'insertion différenciées et culturellement adapatées.

4.3.1 Recommandations

- Former des médiateurs sociaux qui parlent les langues des principaux groupes ethniques afin de faciliter la communication et la résolution des différends entre réfugiés et communautés hôtes.
- Organiser des rencontres régulières impliquant les représentants de toutes les ethnies pour célébrer la diversité et déconstruire les stéréotypes mutuels.
- Favoriser l'acceptation et normaliser la présence des réfugiés en promouvant le partage culturel lors d'événements publics et en intégrant les coutumes des réfugiés dans les cérémonies locales.
- Créer des espaces de médiation intercommunautaire inclusifs, afin de prévenir les tensions liées à la diversité ethnique et d'assurer une représentation équitable de tous les groupes dans les décisions locales.

4.4 Répartition des Réfugiés dans les Communes Cibles

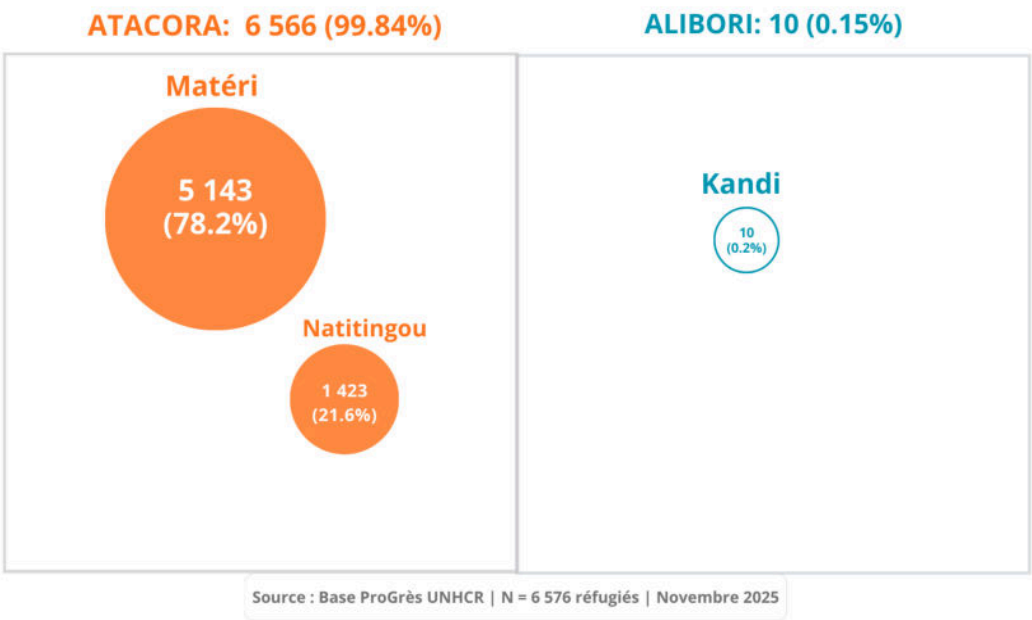

Figure 12. Répartition des Réfugiés dans les Communes Cibles de notre Étude

Au vu de la base ProGres, le département de l'Atacora a accueilli 6 566 réfugiés, soit 99.8% du total, contre seulement 0,2% (10 réfugiés) pour le département de l'Alibori. La commune de Matéri apparaît comme la destination préférée, avec 5 143 réfugiés (78 %), tandis que la commune de Natitingou en a reçu 1 423, représentant 22% du total.

4.4.1 Recommandations

Prêter une attention particulière à la commune de Matéri

- Améliorer d'urgence les infrastructures de base de cette commune.
- Renforcer l'aide humanitaire sur place.

Réduire les problèmes liés à la concentration

- Prévenir les tensions sociales.
- Surveiller la pression sur les ressources (terre, eau, services).

Soutenir la cohésion sociale locale

- Impliquer les populations locales dans l'accueil et l'insertion des réfugiés.
- Appuyer les autorités et les leaders traditionnels.

5. Les Dynamiques Sociales et Communautaires des Réfugiés dans les Localités Cibles

5.1 Organisation Familiale et Clanique

5.1.1 Les Réfugiés Gur

Chez les réfugiés de la grande famille Gur au Bénin, l'organisation sociale conserve ses structures familiales et claniques traditionnelles, malgré le déplacement. Le clan, ou cellule identitaire, reste la base de l'appartenance sociale : il regroupe des individus partageant un ancêtre commun et des interdits totémiques, souvent liés à un animal ou une plante qu'il est défendu de tuer ou de consommer. Le nom, l'héritage et l'autorité se transmettent de père en fils. La concession reflète cette organisation dans l'espace domestique. Elle abrite une famille étendue sous l'autorité du patriarche, ce qui permet de maintenir la cohésion familiale et la hiérarchie sociale.

5.1.2 Les Réfugiés Peuls

Chez les Peuls, l'organisation repose sur des lignages masculins regroupés en grands clans. La famille élargie, souvent composée de plusieurs épouses et de leurs enfants, vit ensemble et constitue une unité sociale et économique importante. Les Peuls pratiquent également l'endogamie de caste, c'est-à-dire qu'ils se marient en priorité avec des personnes appartenant au même groupe social pour préserver les traditions et les rôles hérités. L'autorité appartient aux anciens, dont les décisions guident la vie du groupe. Enfin, leur mode de vie pastoral, marqué par la mobilité, influence la taille et la composition des unités familiales.

5.1.3 Les Réfugiés Nilo-Sahariens

Dans les sociétés de la famille nilo-saharienne, le père occupe une place centrale dans la famille. Le nom de famille, l'appartenance au groupe et les droits sur la terre se transmettent par le père. Les hommes adultes jouent ainsi un rôle majeur dans la continuité de la famille et dans la prise des décisions importantes.

La vie quotidienne s'organise autour de la concession familiale, où vivent plusieurs ménages liés par des relations familiales proches. Cet espace comprend les habitations, les zones de stockage des récoltes et les lieux de travail. Il représente le cœur de la vie sociale, où les activités quotidiennes sont organisées et partagées. Les membres de la famille y vivent ensemble, coopèrent dans les travaux et se soutiennent dans la gestion des ressources.

La gestion de la concession est assurée par le père ou par le doyen de la famille. Il répartit les tâches, veille à la gestion des récoltes et prend les décisions importantes concernant la famille. Son autorité repose sur le respect des règles sociales transmises par les anciens.

5.1.4 Les Réfugiés Mandingues

Les sociétés mandingues s'organisent autour de la famille élargie et des clans lignagers, appelés *dyamu*, au sein desquels l'appartenance sociale, l'héritage et l'autorité se transmettent principalement par la lignée paternelle. La famille étendue regroupe plusieurs ménages apparentés et fonctionne sous l'autorité du chef de famille, qui est généralement l'homme le plus âgé du lignage. Le clan, quant à lui, relie des individus se réclamant d'un ancêtre commun, identifiable par un nom clanique partagé, et impose des devoirs de solidarité, d'assistance mutuelle et d'hospitalité.

Cette organisation sociale demeure largement fonctionnelle, y compris en situation de déplacement, où elle constitue pour les réfugiés mandingues un véritable réseau informel de protection sociale. Par ailleurs, les relations sociales sont marquées par une stratification traditionnelle opposant notamment nobles, artisans et griots. Cette hiérarchie influence les rôles symboliques et sociaux au sein des communautés mandingues.

5.1.5 Similitude avec l'Organisation Familiale des Communautés d'Accueil

L'organisation familiale des réfugiés de ces grandes familles ethniques dans les communes cibles de notre étude s'apparente bien avec l'organisation sociale traditionnelle des populations hôtes, telle que décrite dans la section 3.1 (page 18) . Plusieurs ressemblances sont à noter : La transmission de l'autorité, du nom, de l'héritage et des responsabilités de père en fils, le respect de l'autorité des anciens, l'importance des chefs traditionnels et des rites d'initiation des jeunes. Ces points communs facilitent l'insertion des réfugiés, qui retrouvent dans les communautés d'accueil des modes d'organisation proches de ceux de leurs sociétés d'origine.

5.2 Structures d'Autorités

5.2.1 Chefferies

5.2.1.1 Chez les Réfugiés Gur

Contrairement aux royaumes du Sud, les sociétés Gur du Bénin sont traditionnellement acéphales, c'est-à-dire sans roi centralisé. L'autorité politique y repose principalement sur deux types de leaders. Le chef de Terre (Tindana ou Hakili) occupe la position prédominante : gardien spirituel du sol, il est le seul habilité à distribuer les terres, à purifier la communauté en cas de crime de sang et à autoriser l'installation des nouveaux venus. Les chefs de village, quant à eux, assurent la gestion administrative locale et servent de relais entre la population et l'administration publique.

5.2.1.2 Chez les Réfugiés Peuls

La chefferie peule, quant à elle, est organisée autour de la gestion du bétail et des pâturages. L'autorité suprême est l'Ardo, le chef de province qui prend les décisions politiques et judiciaires. Il s'appuie sur des chefs spécialisés comme le Joro, responsable des pâturages et de la sécurité des troupeaux, et le Seydou, maître des chasseurs et de la brousse.

Ces conseillers techniques l'aident à superviser les chefs de village et de campement, qui sont en contact direct avec les éleveurs. Au niveau le plus bas, les chefs de famille gèrent leur propre concession et leur bétail. Bien que l'Ardo ait un pouvoir important, il doit composer avec l'influence des chefs de lignage et des notables, préservant ainsi les équilibres sociaux au sein de la communauté peule.

5.2.1.3 Chez les Réfugiés Nilo-Sahariens

Dans les sociétés nilo-sahariennes, le chef de Terre occupe la place principale : il est considéré comme le gardien du sol et des traditions liées à la terre. Il est chargé d'autoriser l'usage des terres, de présider certains rites et de garantir l'équilibre entre la communauté et les forces spirituelles.

À côté de cette autorité spirituelle, le chef de village assure la gestion quotidienne de la communauté. Il coordonne les activités collectives, règle les affaires courantes et représente le village dans ses relations avec les autorités extérieures. Sa légitimité repose sur la reconnaissance des familles et sur son rôle de médiateur social. Le conseil des anciens intervient dans les choix importants.

5.2.1.4 Chez les Réfugiés Mandingues

L'autorité politique locale au sein des sociétés mandingues est traditionnellement assurée par des chefs de village ou de quartier issus de lignages reconnus. Ces chefs sont assistés par un conseil d'anciens représentant les principales familles, ce qui garantit une gestion collective des affaires communautaires.

Leur pouvoir repose avant tout sur la légitimité coutumière, la capacité de médiation et la recherche du consensus, plutôt que sur l'usage de la contrainte. En contexte de déplacement, les chefs mandingues conservent un rôle central, notamment en tant qu'intermédiaires et représentants de la communauté auprès des autorités administratives et des organisations humanitaires.

5.2.2 Leaders Religieux

5.2.2.1 Chez les Réfugiés Gur

Au sein des sociétés Gur du Bénin, les leaders religieux exercent une influence capitale sur la moralité et la sécurité de la communauté. Les prêtres des fétiches et les devins interprètent la volonté des ancêtres et des divinités naturelles, tels que les esprits de la montagne ou du tonnerre, et président les rituels de fertilité et de protection.

Les sacrificateurs, souvent issus des lignages fondateurs, sont les seuls autorisés à nourrir les autels communautaires afin de garantir la paix sociale. Par ailleurs, dans les centres urbains et certains villages, les imams et les prêtres chrétiens jouent désormais un rôle important de médiateurs sociaux, collaborant fréquemment avec les chefs traditionnels pour renforcer la cohésion sociale, en particulier en période de crise.

5.2.2.2 Chez les Réfugiés Peuls

Les marabouts et almamys demeurent les principaux leaders religieux, exerçant une autorité spirituelle et morale centrale au sein de la communauté. Ils assurent la continuité de l'enseignement religieux, notamment la lecture du Coran et la transmission des valeurs islamiques, et supervisent les rites de passage et les mariages, permettant ainsi de préserver l'identité culturelle et religieuse malgré l'exil.

Chez les Peuls nomades déplacés, ils maintiennent la discipline et la pratique religieuse même en contexte de transhumance ou d'installation temporaire. Chez les Peuls sédentaires réfugiés, ils conseillent les familles et orientent la vie spirituelle du groupe, offrant un repère moral essentiel dans un environnement nouveau et parfois incertain. Leur légitimité, fondée sur la connaissance religieuse, la piété et parfois l'héritage de lignage, reste un pilier de la cohésion et de la survie communautaire en contexte de déplacement.

5.2.2.3 Chez les Réfugiés Nilo-Sahariens

L'organisation religieuse suit un ordre hiérarchique précis. Au sommet se trouvent les sacrificateurs, généralement issus des familles fondatrices. Ils sont les seuls autorisés à accomplir les sacrifices et à entretenir les autels communautaires, afin de garantir la paix sociale et l'harmonie avec les ancêtres.

Sous leur autorité interviennent les devins, dont le rôle est d'interpréter les signes, d'expliquer les événements difficiles et d'orienter les décisions importantes. Ils conseillent les familles et les chefs sur les actions à mener pour rétablir l'équilibre social. Les imams ou les prêtres chrétiens jouent également un rôle. Ils interviennent dans la médiation sociale, le conseil moral et la résolution des tensions.

5.2.2.4 Chez les Réfugiés Mandingues

L'islam constitue une source majeure de légitimation et de structuration de l'autorité sociale. Les marabouts, imams et lettrés musulmans interviennent activement dans l'éducation religieuse, l'encadrement des rites sociaux et les processus de médiation.

En situation de déplacement, cette autorité religieuse contribue fortement à la stabilité morale et au maintien de l'identité collective du groupe. Toutefois, ces leaders religieux ne se substituent pas à la chefferie traditionnelle ; ils en constituent plutôt un complément, participant conjointement à l'organisation et à la cohésion de la communauté mandingue.

5.2.3 Groupes d'Âge

5.2.3.1 Chez les Réfugiés Gur

L'organisation sociale des Gur du Bénin repose sur un cycle de classes d'âge strict, qui définit le rôle et les responsabilités de chaque individu au sein de la communauté. Ainsi, la période de 0 à 7 ans correspond à une phase de développement initial. Ensuite, la tranche de 7 à 14 ans marque l'entrée dans l'enfance sociale, durant laquelle le jeune intègre des groupes de bergers pour apprendre les techniques agropastorales ainsi que les interdits et règles du clan.

Ce parcours vers la maturité s'achève par l'initiation majeure, rite de passage sacré (comme le Dikor chez les Batammariba) qui transforme le jeune en adulte de plein droit, habilité à se marier et à participer activement à la vie communautaire. Enfin, l'individu complète son ascension sociale en intégrant le Conseil des Sages, le groupe d'âge le plus élevé, détenteur de l'autorité décisionnelle et spirituelle suprême au sein du clan.

5.2.3.2 Chez les Réfugiés Peuls

La vie est organisée autour de l'évolution des responsabilités liées au bétail, à la famille et à la communauté. Les enfants de moins de 7 ans sont choyés et apprennent principalement par l'observation. Dès l'âge de 7 à 8 ans, les garçons commencent à s'occuper des troupeaux, d'abord près du campement, puis progressivement plus loin, tandis que les filles aident leur mère dans les tâches domestiques et prennent soin des plus petits.

À l'adolescence (14–18 ans), les jeunes renforcent leur autonomie : les garçons participent activement à la gestion des pâturages et à la protection des bêtes, et les filles maîtrisent les savoirs liés à la gestion du foyer. Le mariage, souvent célébré vers la fin de l'adolescence ou au début de la vingtaine, marque l'entrée dans la vie adulte. Les jeunes hommes deviennent responsables de leur propre bétail ou de leur concession, et intègrent les cercles de discussion des adultes.

Les personnes âgées, à partir de 60 ans, jouissent d'un grand respect. Elles transmettent les connaissances pastorales, interviennent en cas de conflits entre familles et conseillent les chefs. Leur rôle est essentiel dans la préservation de la mémoire orale, des chants, des proverbes et des règles de conduite qui structurent la société peule.

5.2.3.3 Chez les Réfugiés Nilo-Sahariens

L'organisation sociale repose également sur un système de groupes d'âges qui structure le parcours de vie. De la naissance jusqu'à environ 6 ans, l'enfant est pris en charge par la famille et apprend les bases de la vie sociale. Entre 7 et 12 ans, les enfants commencent à participer aux activités communautaires : les garçons apprennent les travaux agricoles ou pastoraux, tandis que les filles s'initient aux tâches domestiques et aux règles sociales. L'adolescence, entre 13 et 18 ans, correspond à une période d'apprentissage plus approfondi.

Le jeune homme est préparé à assumer des responsabilités économiques et sociales, tandis que la jeune femme apprend les rôles liés à la gestion du foyer et à la vie familiale. Cette phase se termine par une initiation qui marque l'entrée dans l'âge adulte. À l'âge adulte (à partir de 19 ans), les hommes et les femmes participent pleinement à la vie économique et sociale de la communauté. Ils prennent part aux réunions, aux décisions collectives et à l'organisation des activités communes.

Les personnes âgées, à partir de 60 ans, occupent une place particulière dans la société. Elles sont respectées pour leur expérience et leur connaissance des traditions. Elles jouent un rôle de conseillers, transmettent les valeurs sociales aux jeunes générations et participent au Conseil des sages, une instance chargée de régler les conflits importants, de prendre des décisions majeures et de veiller au respect des coutumes.

5.2.3.4 Chez les Réfugiés Mandingues

Chez les Mandingues, l'âge constitue un principe fondamental d'organisation sociale et d'accès à l'autorité. Ainsi, bien que les tranches d'âge puissent varier selon les contextes locaux, cette structuration, largement documentée par la littérature anthropologique, joue un rôle central dans la régulation des rapports sociaux. D'abord, l'enfance (0–12 ans) correspond à une phase de dépendance totale vis-à-vis de la famille et des aînés : garçons et filles sont placés sous l'autorité du groupe domestique et des anciens.

À ce stade, la socialisation collective vise l'apprentissage des normes communautaires, du respect de la hiérarchie et des valeurs sociales. De ce fait, l'éducation, assurée par les parents, les anciens et les femmes âgées, ne confère aucun pouvoir décisionnel aux enfants, mais favorise une forte intériorisation de l'ordre social. Ensuite, l'adolescence et la jeunesse (13–18/20 ans) marquent une entrée progressive dans les groupes d'âge actifs, caractérisée par une différenciation sexuée marquée.

Chez les garçons, la participation accrue aux travaux agricoles et communautaires s'effectue sous une stricte autorité masculine, tandis que, par ailleurs, des rites de passage, tels que l'initiation ou la circoncision selon les régions, consacrent l'accès au statut social masculin.

De leur côté, les filles sont encadrées par les femmes adultes et formées aux rôles domestiques, sociaux et reproductifs, ce qui explique l'importance accordée à la moralité et au comportement social. Toutefois, durant cette phase, l'autorité demeure inexistante, même si la préparation au statut adulte est déterminante. Par la suite, l'âge adulte (environ 20–50 ans) correspond à l'accès effectif aux responsabilités sociales et politiques.

En particulier, chez les hommes, le mariage constitue une étape clé ouvrant la participation aux assemblées, aux décisions collectives et aux médiations, avec la possibilité de devenir chefs de famille ou représentants de lignage. En parallèle, les femmes exercent une autorité domestique significative et jouent un rôle central dans la cohésion sociale, l'éducation des enfants et la gestion des conflits familiaux, tout en encadrant les jeunes femmes. Ainsi, l'autorité devient essentiellement fonctionnelle et étroitement liée au statut matrimonial et social.

Enfin, les anciens ou les personnes âgées (50/60 ans et plus) occupent le sommet de la hiérarchie sociale. En effet, ils détiennent la mémoire des lignages, des règles coutumières et des précédents historiques, ce qui leur confère une position centrale dans la régulation sociale. Dès lors, hommes et femmes âgés jouent un rôle majeur dans la médiation des conflits et la prise de décisions engageant la communauté, l'âge avancé devenant une source d'autorité morale et symbolique largement reconnue et rarement contestée.

5.2.3.5 Acteurs Communautaires Clés pour la Coopération et la Cohésion Sociale

Les autorités et chefs des réfugiés et des communautés hôtes avec lesquels il est possible de travailler pour réduire les tensions et renforcer la cohésion sociale sont :

Chefs de Village et de Canton : garants de la terre, de l'ordre et de la cohésion sociale. Ils peuvent :

- Organiser des comités mixtes (autochtones et réfugiés) pour gérer les ressources naturelles : eau, pâturages, terres.
- Mettre en place des accords locaux pour l'accès aux champs et les droits d'usage.

Chefs de Famille : responsables des unités familiales et de la discipline interne. Ils peuvent :

- Sensibiliser leurs membres au respect des règles de coexistence.
- Intervenir en cas de conflits entre personnes avant qu'ils ne s'aggravent.
- Faciliter les échanges et l'entraide entre familles autochtones et réfugiées (mariages, cérémonies, travaux agricoles).

Conseil des Anciens : groupe respecté pour sa sagesse et son expérience. Il peut :

- Conseiller les chefs et les communautés dans la résolution des conflits.
- Veiller au respect des traditions et des règles locales.
- Servir de médiateur ou d'arbitre lors de litiges plus complexes.

Leaders Religieux : autorités morales et spirituelles, souvent perçues comme neutres. Ils peuvent :

- Diffuser des messages de paix, d'accueil et de solidarité dans leurs prêches.
- Organiser des prières communes et des cérémonies intercommunautaires pour renforcer le lien social.
- Assurer une médiation discrète dans les conflits liés au mariage, à l'héritage ou aux accusations de sorcellerie.

5.3 Modes Traditionnels de Résolutions des Conflits des Réfugiés

5.3.0.1 Chez les Réfugiés Gur

Chez les réfugiés Gur, la résolution des conflits repose sur une médiation endogène visant avant tout la restauration de la cohésion sociale plutôt que la sanction pénale. Ainsi, le processus s'appuie prioritairement sur la palabre, conduite sous l'égide du Conseil des anciens, qui arbitre les litiges familiaux ou de voisinage afin d'éviter le recours aux autorités modernes.

Par ailleurs, le mécanisme de la parenté à plaisanterie fonctionne comme une véritable soupape de sécurité, permettant de désamorcer les tensions avec les populations hôtes grâce à l'humour rituel. Enfin, tout accord est scellé par une réconciliation symbolique ou un sacrifice rituel, garantissant que le conflit est considéré comme définitivement éteint aux yeux des ancêtres et de la communauté, et assurant ainsi la survie du réseau de solidarité clanique en contexte d'exil.

5.3.0.2 Chez les Réfugiés Peuls

Chez les Peuls, les conflits se règlent selon le *pulaaku*, un code socio-moral définissant un idéal de conduite qui valorise dignité, patience, maîtrise de soi et retenue. Ce code impose la maîtrise des émotions, la patience face aux épreuves et un comportement digne. Les chefs de clans interviennent dans la médiation, tandis que les « relations d'alliance à plaisanterie » permettent de désamorcer les tensions, surtout dans les différends pastoraux et familiaux.

5.3.0.3 Chez les Réfugiés Nilo-Sahariens

Dans les sociétés nilo-sahariennes, les différends sont traités par la palabre, une discussion collective menée sous l'autorité des anciens. Chaque partie expose son point de vue, et les sages orientent les échanges afin de parvenir à un accord accepté par tous. Un mécanisme important est celui de la parenté à plaisanterie, qui permet de désamorcer les tensions par des échanges ritualisés d'humour.

Cette pratique limite les conflits ouverts et favorise la réconciliation. Une fois l'accord trouvé, celui-ci est validé par un rite symbolique, comme un sacrifice, une libation ou un repas partagé. Ce rituel marque la fin du conflit et confirme la réconciliation aux yeux de la communauté et des ancêtres.

5.3.0.4 Chez les Réfugiés Mandingues

Chez les Mandingues, la résolution des conflits repose principalement sur des mécanismes endogènes fondés sur la hiérarchie sociale et l'autorité morale. D'une part, les conflits mineurs sont généralement réglés au sein des familles ou entre membres d'un même groupe d'âge, ce qui permet une gestion rapide et discrète des tensions. D'autre part, les conflits plus graves sont portés devant des instances d'autorité reconnues, telles que les chefs de famille, les femmes âgées, les anciens ou les chefs traditionnels, dont la légitimité repose sur l'expérience et la connaissance des normes coutumières.

Par ailleurs, des mécanismes culturels spécifiques, notamment la parenté à plaisanterie (*sanankouya*), jouent un rôle essentiel dans la désescalade des conflits et la restauration des relations sociales. Enfin, ces pratiques demeurent largement présentes chez les Mandingues réfugiés et continuent de structurer la gestion des conflits, même lorsqu'elles interagissent avec les dispositifs juridiques modernes.

6. Les Représentations Culturelles du Déplacement et de l'Accueil

Les résultats de cette section 6 sont uniquement basés sur l'analyse des données des réfugiés de notre échantillon.

6.1 Comment la Communauté Hôte Perçoit les Réfugiés

Les populations hôtes manifestent globalement une attitude de tolérance et de solidarité envers les réfugiés. Cette perception positive s'explique par plusieurs facteurs, notamment la proximité culturelle et linguistique, ainsi que la conscience que les réfugiés ont été contraints de fuir leur pays. Les entretiens menés avec les autorités locales et les acteurs communautaires montrent que cette ouverture a favorisé une inclusion précoce et humaine des nouveaux arrivants, tout en faisant émerger quelques inquiétudes liées aux ressources et à l'espace foncier.

6.1.1 Solidarité et Accueil Empathique

Les réfugiés n'ont pas été perçus comme des étrangers dans la plupart des localités de notre étude, mais plutôt comme des populations proches culturellement, confrontées à des situations de déplacement forcé indépendantes de leur volonté. À Natitingou, les autorités locales rapportent que l'accueil initial a été marqué par une forte solidarité communautaire :

> *"C'est un regard plutôt tolérant et compatissant… La société avait déjà développé une solidarité avec les réfugiés… ils étaient accueillis directement dans les ménages… L'œil avec lequel ils avaient été accueillis était un œil sympathisant, ce sont des êtres humains avec qui il y avait des ressemblances linguistiques…"*

Propos d'un Agent Communal de Natitingou

Cette implication directe des familles d'accueil, des chefs de village et des délégués a permis aux réfugiés de s'intégrer progressivement dans la vie sociale locale. La compassion et le partage ont dominé, réduisant les risques de stigmatisation et renforçant le tissu social.

6.1.2 Inquiétudes Liées aux Ressources et Retombées Humanitaires

Malgré un accueil généralement tolérant, certaines préoccupations apparaissent, particulièrement dans les zones où la pression sur les ressources naturelles et foncières est forte.

> *"Le regard n'est pas négatif… Néanmoins la forte demande de terre liée à l'augmentation du nombre de réfugiés fait que les autochtones développent des craintes… Mais il n'y a pas de rejet… réfugiés apportent parfois la chance à la population locale… UNICEF a donné des kits d'hygiène et de cuisine aux réfugiés et aux familles d'accueil… une autre ONG a donné des kits scolaires aux familles des réfugiés et aux familles d'accueil… pour 70% de réfugiés pris en charge, 30% d'autochtones sont intégrés."*

Propos d'un Point Focal à Kandi

Ainsi, bien que la présence des réfugiés suscite des inquiétudes liées à l'accès aux terres et à la disponibilité des ressources, ces tensions demeurent contenues et ne se traduisent pas par un rejet. Les interventions humanitaires, telles que la distribution de kits d'hygiène et scolaires, participent à atténuer les pressions et favorisent un partage équitable. Elles renforcent la cohabitation et consolident la solidarité initialement exprimée par les communautés d'accueil.

6.2 Comment les Réfugiés se Sentent Perçus par leur Communauté d'Accueil

FIGURE 13. Nuage de Mots des Perceptions des Réfugiés dans leur Communauté d'Accueil

Le nuage de mots reflète les perceptions variées des réfugiés sur leur accueil dans les communautés hôtes. Globalement, certains réfugiés expriment une expérience partagée de bien-être et de solidarité grâce à l'accueil initial, mais cette perception évolue en fonction du temps et de l'ancienneté dans la communauté.

Les mots "anciens", "gens" et "bien" illustrent une intégration réussie pour les réfugiés. La solidarité et la participation communautaire sont mises en avant, notamment avec des termes comme "exemple" et "association", soulignant que ces réfugiés se sont pleinement intégrés grâce à des échanges réguliers, des pratiques culturelles partagées et des activités communautaires.

En revanche, pour d'autres réfugiés, l'expérience d'intégration est plus marquée par la difficulté et les défis. Les termes **"difficile", "terre" et "aide"** révèlent que leur situation reste plus fragile, en particulier en ce qui concerne l'accès à des ressources de base comme la terre ou des services sociaux. Bien que l'accueil initial soit globalement positif, les nouveaux réfugiés perçoivent une certaine méfiance ou réserve de la part des populations locales, souvent liée à des tensions sur les ressources et à la précarité des conditions économiques.

Ainsi, ce nuage de mots illustre une intégration progressive, où les anciens réfugiés bénéficient d'une stabilité et d'un soutien accru, tandis que les nouveaux réfugiés font face à des défis plus importants, notamment en raison de la réduction de l'aide et des difficultés économiques dans les communautés d'accueil. Cependant, malgré ces obstacles, un sentiment général de paix et de réconfort persiste chez la plupart des réfugiés, reflétant un processus d'adaptation en cours et une dynamique de soutien mutuel entre réfugiés et communautés locales.

6.3 Formes de Solidarité Internes et Relations avec les Communautés Hôtes

En général, les réfugiés de notre échantillon témoignent d'une forte solidarité interne et d'une cohabitation harmonieuse avec les communautés hôtes. Entre eux, les anciens réfugiés de notre échantillon jouent un rôle central d'accompagnement et d'intégration : ils accueillent les nouveaux arrivants, les aident à trouver un logement et leur apportent un soutien matériel ou financier en cas de besoin. Comme le rapporte un point focal de la commune de Kandi :

> *"C'est que la Croix-Rouge a initié une distribution de semences certifiées d'haricot et de maïs aux réfugiés burkinabè résidents à Bensékou. Ces derniers ont partagé et avec d'autres réfugiés, et avec les autochtones de Kandi. Un réfugié ayant reçu plus de 2 sacs de semences en donnait à d'autres au moins 1 sac ."*

Cette solidarité s'étend également aux familles locales, avec lesquelles les relations sont marquées par le partage, la réciprocité et la participation mutuelle aux événements sociaux. Selon les dires d'un refugié nigérien de la commune de Kandi :

> *"Depuis que nous sommes venus jusqu'à aujourd'hui il n'a aucun problème et nous sommes bien accueillis. Et c'est comme ça nous sommes en train d'évoluer et nous n'avons aucun problème avec quelqu'un. Nous vivons toujours dans la paix dans la communauté et y a une bonne cohabitation."*

Les populations hôtes de notre échantillon offrent souvent un accueil direct dans leurs propres ménages, ce qui favorise une inclusion rapide et une véritable vie commune. Des gestes concrets illustrent cette cohabitation positive, comme le raconte un point focal de Kandi :

> *"Lors de la Tabaski, les familles d'accueil qui ont immolé des bêtes ont partagé la viande avec les réfugiés."*

Toutefois, cette perception est nuancée par des expériences négatives de certains réfugiés de notre échantillon. Comme le souligne l'un d'entre eux vivant à Natitingou :

> *"Nous avons un jeune de notre communauté qui a cultivé le maïs, ça a poussé jusqu'à un niveau donné, ils sont venus lui dire que l'endroit-là ce n'est pas pour lui, donc de laisser la parcelle. Normalement, les personnes en question devraient le laisser récolter d'abord, mais ce n'est pas le cas. Quand il s'agit de questions de terres, cela devient très sensible, et dans ces cas-là, les gens n'hésitent pas à nous rappeler qu'ici n'est pas chez nous et qu'on peut rentrer chez nous."*

6.3.1 Recommandations

- **Renforcer la solidarité et le soutien aux familles d'accueil** en s'appuyant sur les affinités culturelles et linguistiques pour faciliter l'intégration des réfugiés et prévenir la stigmatisation.
- **Mettre en place des mécanismes de dialogue communautaire** pour gérer l'accès aux ressources naturelles et foncières et prévenir les tensions entre réfugiés et populations hôtes.
- **Poursuivre et élargir les interventions humanitaires inclusives**, telles que la distribution de kits scolaires et d'hygiène intégrant à la fois réfugiés et familles d'accueil, afin de renforcer le partage équitable et la cohésion sociale.
- **Renforcer le rôle des autorités locales et des points focaux** dans l'accueil, la coordination et la médiation, afin de soutenir la cohabitation harmonieuse et la stabilité sociale dans les communes d'accueil.
- **Sensibiliser les communautés hôtes** aux enjeux et vulnérabilités des réfugiés, en valorisant la proximité culturelle et linguistique comme levier d'empathie et de tolérance.
- **Soutenir matériellement et reconnaître le rôle des familles d'accueil** afin de maintenir leur capacité et leur volonté de solidarité.

7. Les Pratiques Économiques et Modes de Subsistance

Les résultats des sous-sections 7.1, 7.2 et 7.3 sont basés sur la tranche d'âge 18 ans et plus des données ProGres des communes cibles de l'étude. Et la sous-section 7.4 sur les données de notre échantillon.

7.1 Métiers et Professions Post-Migratoires par Commune Cible

7.1.1 Commune de Matéri et Natitingou

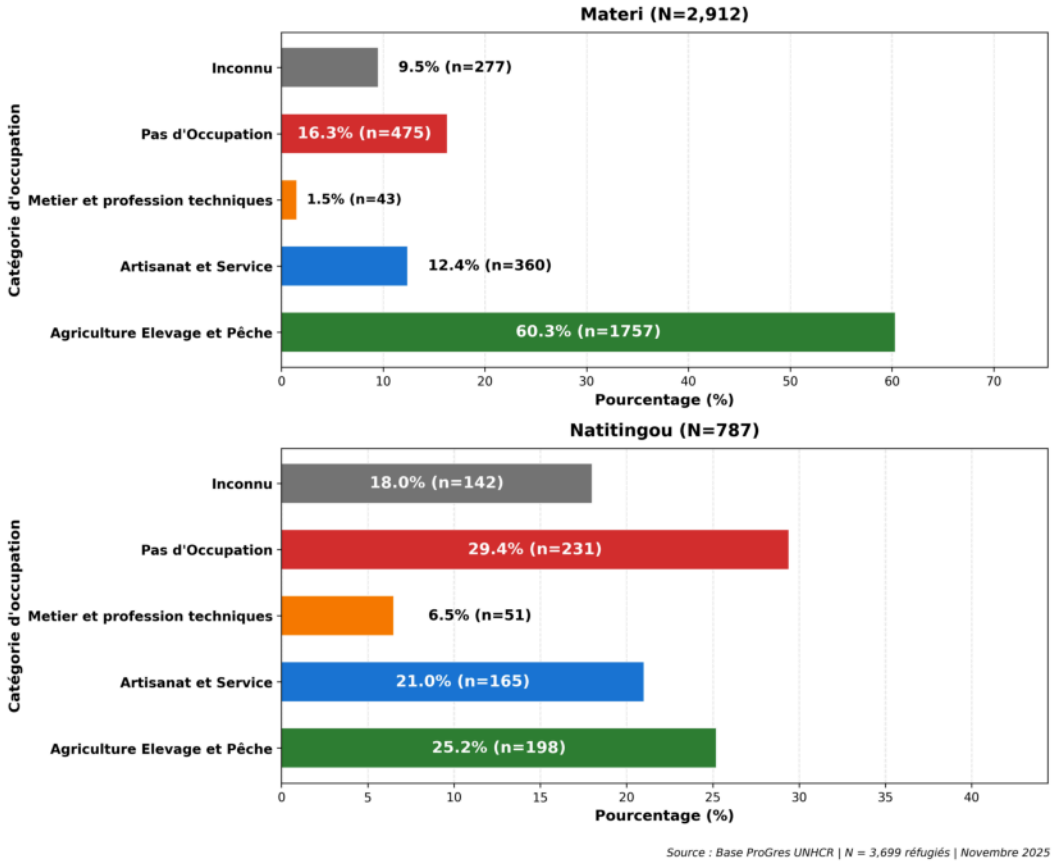

FIGURE 14. Répartition des Catégories d'Occupation Post-Migratoires par Commune Cible de l'Étude (18 ans et plus)

Matéri

Dans la commune de Matéri, 60% des réfugiés (1 757) exercent dans l'Agriculture, l'Élevage et la Pêche. Cet taux élevé de réfugiés dans le secteur agricole pourrait traduire une société majoritairement rurale, structurée autour de la terre, des cycles naturels et de la gestion du bétail. L'Artisanat et Service arrive loin derrière avec 12% (360), tandis que les Métiers et professions techniques sont très faiblement représentés moins de 2% (43), indiquant une économie où les activités spécialisées sont rares.

Le faible niveau d'artisanat et la forte présence agricole traduisent une économie d'autosubsistance, soutenue par le travail familial et les activités domestiques souvent non déclarées (collecte d'eau, transformation vivrière, gestion du foyer). Le pourcentage de Sans occupation (16%, n=475) et la part d'Inconnu (10%, n=277) complètent le tableau .

Natitingou

A Natitingou, les réfugiés présentent des profils professionnels plus variés. En effet, l'Agriculture, Élevage et Pêche occupe plus de 25% (198) des réfugiés et témoigne d'une origine plus urbaine ou d'une diversification des activités professionnelles. La catégorie Artisanat et Service emploie 21% (165) des réfugiés ; et 7% (51) d'entre eux sont dans les Métiers et Professions Techniques. Ceci laisse penser à une économie plus tournée vers les activités urbaines, semi-urbaines ou transfrontalières.

Les Sans occupation et ceux qui n'ont pas déclaré leurs métiers atteignent un peu plus de 47% (373). Ce taux élevé ne reflète pas nécessairement une inactivité réelle, mais pourrait s'expliquer par la forte informalité économique, caractéristique des centres urbains ou périurbains d'Afrique de l'Ouest : petits commerces, mobilité saisonnière, services ponctuels, activités non déclarées.

7.1.2 Commune de Kandi

Table 1. Répartition des Réfugiés par Activités Post-Migratoires

Catégorie d'Occupation	Nombre
Agriculture Elevage et Pêche	3
Artisanat et Service	3
Métier et Profession Techniques	0
Pas d'Occupation	4
Inconnu	0
Total	**10**

Bien que l'échantillon soit petit (10 personnes), il montre un équilibre entre les métiers primaires et les métiers tertiaires, avec une présence notable de techniciens et d'artisans. Ce schéma est typique des communautés du Niger et du Nord-Bénin où, pour survivre en contexte aride, les familles combinent plusieurs activités : un peu d'agriculture, un peu de commerce, un peu d'artisanat. La polyvalence est une stratégie structurante.

7.1.3 Recommandations Stratégiques : Intervenir en Respectant Les Compétences Traditionnelles

L'efficacité des programmes dépend de leur capacité à s'appuyer sur les savoir-faire des refugiés.

Matéri : Consolider le Pilier Agro-Pastoral Ce groupe possède une « culture de la terre ». L'inclusion doit renforcer :

- **Accès à la terre :** négociations pour l'accès à des parcelles cultivables.
- **Kits agricoles :** semences, outils manuels, formations en agroécologie locale.
- **Reconstitution du cheptel :** petits ruminants, volailles, animaux de cycle court.
- **Appui aux artisans agricoles :** moulins, réparation d'outils, transformation vivrière.
- **Inclusion des femmes :** activités compatibles avec la charge domestique (volaille, transformation alimentaire, etc) .

Natitingou : Consolider le pilier Agro-Pastoral et Miser sur le commerce et l'artisanat en :

- **Apportant un appui aux métiers techniques :** mécanique, couture, coiffure, soudure, artisanat urbain.
- **Developpant des pôles artisanaux ou ateliers partagés :** espaces pour travailler et vendre.
- **Créant des coopératives de services :** transformation alimentaire, restauration,petits ateliers.
- **Accès à la terre :** négociations pour l'accès à des parcelles cultivables.

Kandi : Une Approche Double (Agro et Commerce)

- Soutien combiné : un petit lopin de terre et un petit commerce ou atelier.
- Identification des compétences techniques : soudure, mécanique, maçonnerie, électricité.
- Placement professionnel : partenariat avec artisans ou entreprises locales.
- Appui à la micro-entreprise : équipement de base, stock, outils professionnels.

7.1.4 Recommandations Transversales

- **Partir du capital existant :** Si cela ne correspond pas à sa volonté profonde. Toute intervention doit correspondre à leur histoire professionnelle.
- **Intégrer la dimension genre :** À Matéri notamment, les « sans occupation » sont souvent des femmes dont les compétences domestiques sont économiques mais invisibles. Elles doivent être valorisées : transformation vivrière, petit élevage, artisanat.
- **Formaliser l'informel :** Pour Natitingou, beaucoup de compétences sont réelles mais non reconnues. L'objectif est de stabiliser ces activités pour qu'elles deviennent rentables et durables.

7.2 Répartition des Métiers par Groupe Ethnique

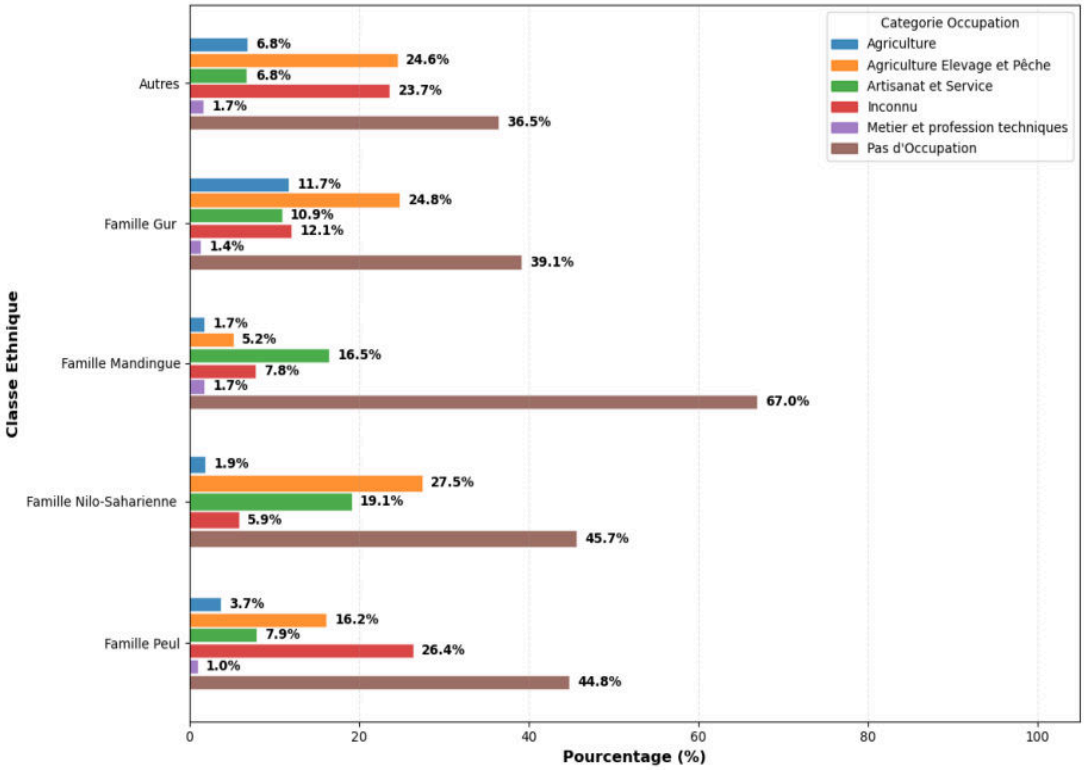

FIGURE 15. Répartition des Métiers par Groupe Ethnique dans les Communes Cibles de notre Étude

Ce qui est remarquable dans ce graphique, c'est la proportion élevée des réfugiés qui sont actuellement sans métier ou qui n'ont pas déclaré leur occupation. Ce pourcentage est d'environ 75% pour les Mandingues, 71% pour les réfugiés peuls, 60% pour les « Autres », 52% pour les familles Nilo-Saharienne et 51% pour les Gur.

Cependant, 16% des réfugiés peuls exercent dans l'"Agriculture, Elevage et Pêche", 8% dans l'artisanat et 4% uniquement dans l'agriculture. Pour les réfugiés de la famille Nilo-Saharienne, environ 2% exercent uniquement l'Agriculture, 19% sont dans l'Artisanat et les Services et 27% pratiquent "Agriculture, Elevage et Pêche".

Quant aux réfugiés de la famille Gur, 25% sont dans l'"Agriculture, Élevage et Pêche", 12% pratiquent l'Agriculture uniquement et 11% d'entre eux sont dans l'"Artisanat et Service". Pour les réfugiés du groupe "Mandingue", 5% pratiquent "Agriculture, Élevage et Pêche", 17% font l'artisanat et 2% dans l'Agriculture seul. Enfin, pour le groupe "Autres" représentant plusieurs clans ethniques, 25% pratiquent "Agriculture, Elevage et Pêche", 7% font l'artisanat et 7% dans l'Agriculture uniquement.

7.2.1 Recommandations

Face à ce taux alarmant de 51-75% de réfugiés sans occupation, une approche différenciée par groupe ethnique s'impose. Pour les Nilo-Sahariens, renforcer les filières pastorales et agricoles via des formations techniques et l'accès au foncier. Les Mandingues, orientés vers l'artisanat, ouvrir ou créer des centres de formation professionnelle et des circuits de commercialisation. Les Peuls requièrent un accompagnement équilibré agriculture-artisanat. Priorités transversales : alphabétisation fonctionnelle, microcrédits adaptés, coopératives multiethniques pour favoriser la cohésion sociale. L'objectif : transformer 40% des inactifs en actifs économiques sur une période modérée, en capitalisant sur les savoir-faire culturels spécifiques de chaque communauté.

7.3 Rôles du Genre dans l'Économie par Commune Cible

7.3.1 Commune de Matéri et Natitingou

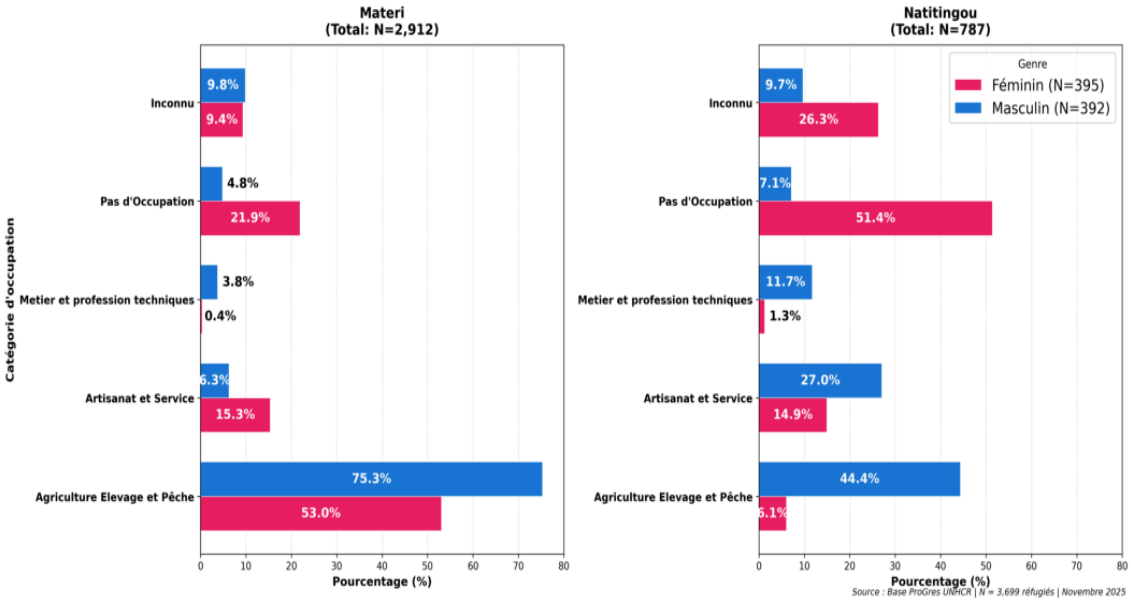

FIGURE 16. Répartition d'Occupation Post-Migratoires des Réfugiés par Genre selon la Commune Cible de l'Étude

À Matéri, les réfugiés présentent un profil clairement agropastoral : 75% des hommes et 53% des femmes travaillent dans l'agriculture, l'élevage ou la pêche. Les femmes sont également présentes dans l'artisanat et les services (15% contre 6% pour les hommes). Un pourcentage non négligeable demeure sans occupation (22% des femmes contre 5% des hommes). Enfin, 10% des hommes et 9% des femmes n'ont pas déclaré leur occupation.

À Natitingou, les réfugiés présentent un contraste marqué entre hommes et femmes : 51% des femmes sont sans occupation. À l'inverse, 44% des hommes exercent dans l'agropastoral. 27% des hommes et 15% des femmes travaillent dans l'artisanat et les services. 26% des femmes et 10% des hommes n'ont pas déclaré d'activité.

7.3.1.1 Interprétations

À Matéri, ce groupe est caractérisé par un habitus paysan fort : la terre, le bétail et les cycles agricoles constituent les principaux repères identitaires et économiques. Les hommes apparaissent comme les détenteurs du savoir productif principal, contrôlant les actifs agricoles et occupant un rôle de pourvoyeur. Les femmes sont actives dans l'agriculture, mais il se peut qu'elles effectuent un travail familial non rémunéré ou qu'elles soient considérées comme des aides agricoles.

Comme elles sont plus nombreuses dans les métiers de l'artisanat et des services, cela pourrait suggérer qu'elles complètent leurs revenus. Le taux élevé de femmes sans occupation pourrait s'expliquer par le fait qu'elles sont principalement occupées par le travail domestique, lequel n'est pas catégorisé comme une occupation dans la base ProGres. Le poids du travail domestique pourrait ainsi expliquer le taux élevé de femmes considérées comme « sans activité », malgré leur contribution réelle à l'économie familiale.

À Natitingou, le modèle représenté ici s'apparente à une économie en miroir, avec une division des rôles de genre. Les hommes occupent une position dominante dans les activités productives formelles (agriculture, artisanat, commerce). Le taux élevé de 51% de femmes réfugiées « sans occupation » pourrait s'expliquer par le fait qu'elles soient impliquées dans la cuisine, la gestion du foyer et les soins à la famille (économie invisible). Ces activités ne sont pas reconnues officiellement comme des métiers.

7.3.1.2 Recommandations stratégiques de Matéri et Natitingou

Hommes

Matéri : Renforcer leur insertion en agriculture via des programmes de mentorat avec des agriculteurs locaux. Développer leurs compétences en commercialisation et gestion des récoltes.

Natitingou : Fournir des kits d'installation pour les artisans (menuiserie, mécanique, petite transformation). Encourager la diversification professionnelle par des formations techniques. Sensibiliser aux questions de genre pour favoriser l'autonomisation féminine.

Femmes

Matéri : Promouvoir la transformation agroalimentaire (séchage, conservation, mouture). Structurer des coopératives artisanales (vannerie, tissage). Mettre en place des jardins maraîchers féminins avec accès sécurisé à de petites parcelles. Cohésion sociale : Mettre en place des mécanismes de gestion des conflits fonciers entre populations locales et réfugiées.

Natitingou : Mettre en place des activités génératrices de revenus (savonnerie, restauration, transformation alimentaire, couture). Développer des programmes d'alphabétisation fonctionnelle et d'éducation financière. Créer des cantines communautaires gérées par des groupes de femmes.

7.3.2 Commune de Kandi

Table 2. Répartition des Catégories d'Occupation par Sexe (18 ans et plus)

Catégorie d'Occupation	Femme	Homme
Agriculture Elevage et Pêche	2	1
Artisanat et Service	2	1
Métier et Profession Techniques	0	0
Pas d'Occupation	2	0
Inconnu	0	0
Total	**6**	**2**

Le groupe recensé est très réduit (10 personnes), ce qui ne nous permet pas de tirer des tendances claires. Néanmoins, les activités déclarées révèlent une certaine diversité : agriculture, artisanat/services, professions techniques, ainsi qu'un nombre relativement élevé de personnes sans occupation.

7.4 Difficultés Liées à l'Accès à la Terre et aux Ressources Naturelles

Dans les zones d'accueil étudiées, les réfugiés partagent avec les communautés locales des ressources limitées mais essentielles à leur subsistance : la terre pour l'agriculture, les couloirs de pâturage pour le bétail, et les points d'eau potable. Cette cohabitation génère des tensions qui varient selon la densité de population, la disponibilité des terres et des points d'eau, et la perception des réfugiés comme « étrangers » par les autochtones.

Les conflits observés sont souvent multi-dimensionnels : ils combinent des enjeux économiques (pertes agricoles, pâturage), sociaux (disputes entre voisins ou familles) et symboliques (sentiment d'exclusion ou de non-appartenance). Bien que des mécanismes locaux de médiation existent, la fragilité juridique des parcelles louées et l'accès restreint aux couloirs pastoraux accentuent la vulnérabilité des réfugiés.

7.4.1 Conflits Liés à la Terre

Figure 17. Éleveur et son Bétail en Pâturage

Selon les réfugiés de notre échantillon, l'accès à la terre apparaît comme la principale source de tension entre réfugiés et communautés hôtes. Les réfugiés de notre échantillon décrivent des situations où les parcelles obtenues par arrangement informel peuvent être retirées brusquement, où les cultures sont détruites par des troupeaux, ou encore où les conflits naissent des pratiques pastorales, surtout lorsque les animaux endommagent les champs.

La dimension sensible de la terre est récurrente : elle est perçue comme un enjeu identitaire et politique, les réfugiés de notre échantillon soulignent que le rappel de leur statut d'« étrangers » surgit souvent lors de désaccords fonciers. À cela s'ajoute la difficulté de sécuriser une parcelle, rendant les activités agricoles précaires et intensifiant la dépendance aux autorités locales pour arbitrer les différends.

Les conflits liés au pâturage constituent également un point névralgique. Les témoignages rapportent des bœufs entrant dans les champs, l'absence de couloirs pastoraux fonctionnels, ou encore des bouviers accusés même lorsque les animaux se contentent de passer près des cultures. L'absence d'infrastructures adaptées (couloirs, zones pastorales, points d'abreuvement dédiés) alimente les tensions et fragilise la coexistence.

> *“Nous avons un jeune de notre communauté qui a cultivé le maïs… ils sont venus lui dire que l'endroit-là ce n'est pas pour lui donc de laisser la parcelle. Normalement ils devraient le laisser récolter d'abord mais ce n'est pas le cas. Quand il s'agit de questions de terres cela devient très sensible, et les gens n'hésitent pas à nous rappeler qu'ici n'est pas chez nous et qu'on peut rentrer chez nous.”*

Propos du Réfugié Burkinabè P8 à Natitingou - FGD 1

Ces affirmations montrent que les tensions foncières réveillent immédiatement la frontière identitaire entre « autochtones » et « réfugiés ». L'accès à la terre devient non seulement un enjeu économique, mais aussi un rappel symbolique de la place sociale des réfugiés, perçus comme précaires et facilement expulsables.

> *“Les gens se sont battus à propos de champs à cause du terrain. Ils se sont blessés. Celui qu'on a blessé est resté à l'hôpital de Tanguiéta.”*

Propos du Réfugié Togolais P2 à Matéri - FGD 2

Ici, la compétition pour la terre peut dégénérer en violence ouverte. La gravité de l'incident (hospitalisation) montre à quel point les conflits fonciers peuvent s'intensifier lorsque les limites des parcelles ou des droits d'usage ne sont pas claires ou reconnues par tous.

> *“Il faut que les autres ethnies acceptent qu'on fasse tracer des couloirs larges… Ou encore qu'on nous réalise des points d'eau pour les troupeaux. Comme ça il n'y aura plus des conflits.”*

Propos du Réfugié Burkinabè P4 à Natitingou - FGD 1

Ce témoignage met en avant la nécessité d'infrastructures adaptées au pastoralisme. Sans couloirs ou points d'eau, éleveurs et agriculteurs se retrouvent en confrontation permanente. L'entretien ou la création de zones dédiées apparaît comme une solution de prévention.

> *“Chaque fois qu'on appelle mon mari, c'est pour régler les problèmes des champs… Quand les enfants vont au pâturage, ils dorment et les bœufs vont dans les champs des gens. Et si on va à la police, quand tu n'as pas les moyens, c'est encore d'autres problèmes.”*

Propos du Réfugié Burkinabè P1 à Natitingou - FGD 1

Ces propos révèlent la pression exercée sur les leaders locaux, souvent sollicités pour arbitrer. Il met aussi en lumière la perception d'une justice coûteuse et inaccessible, ce qui alimente un sentiment d'injustice chez les réfugiés.

> *“Il y avait des couloirs de passage pastoral où les bœufs passaient… Tout a été fermé par les cultivateurs. S'ils pouvaient refaire les couloirs de passage cela allait éviter des incidents et des risques de violence.”*

Propos du Réfugié Burkinabè P5 à Natitingou - FGD 1

La fermeture des anciens couloirs crée un déséquilibre dans la cohabitation. Les éleveurs perdent leurs voies traditionnelles, ce qui accroît les risques de dégâts et de conflits.

7.4.2 Conflits Liés à l'Accès à l'Eau

FIGURE 18. Enfants autour d'une Pompe Villageoise dans l'Atacora

Selon les réfugiés de notre échantillon, les tensions autour de l'eau, bien que moins fréquentes que celles liées à la terre, constituent un facteur réel de vulnérabilité dans les zones étudiées. L'accès à l'eau potable notamment aux puits domestiques ou communautaires est parfois perçu comme discriminatoire, certains réfugiés affirmant qu'on leur refuse l'accès ou qu'ils sont interpellés lorsqu'ils puisent « trop » ou ne respecteraient pas l'ordre d'arrivée. Ces tensions touchent particulièrement les femmes et les enfants, souvent responsables de la collecte de l'eau. Les conflits naissent alors d'une combinaison de surcharge des points d'eau, de hiérarchies sociales locales et d'une interprétation différenciée des droits d'accès.

Par ailleurs, l'absence ou l'obstruction des couloirs d'accès à l'eau pour le bétail constitue un autre facteur à risque, les animaux étant contraints de passer par des zones sensibles (champs, routes), provoquant des altercations avec les agriculteurs. Globalement, d'après les réfugiés de notre échantillon, les conflits liés à l'eau dans notre échantillon restent souvent de faible intensité, et se résolvent fréquemment à l'amiable par l'intervention des chefs de village, des anciens ou des autorités locales.

> *"Si par exemple on va puiser de l'eau souvent on nous refuse de puiser. D'autres même on les frappe là-bas… Ou bien encore tu as tes bêtes qui passent auprès des champs, on attrape le bouvier et on le frappe. Le pire, un jour les autochtones viennent te dire de quitter la parcelle."*

Propos du Réfugié Burkinabè P4 à Natitingou - FGD 2

Ce témoignage illustre la porosité entre tensions liées à l'eau, au bétail et à la terre, montrant que plusieurs ressources peuvent devenir des leviers pour rappeler une position d'« étranger ».

> *"Une femme est allée puiser de l'eau, ils l'ont frappée là-bas pour l'empêcher de puiser… Ils sont allés chez le CA et ils ont géré ça à l'amiable"*

Propos du Réfugié P8 à Natitingou - FGD 2

La violence apparaît comme un mode ponctuel de régulation, rapidement compensé par un retour à l'arbitrage coutumier, confirmant le rôle des autorités locales dans les solutions apaisées.

> *"J'ai des enfants… Quand ils vont puiser de l'eau, les gens les renvoient parce qu'ils sont étrangers. Le propriétaire du puits est venu jusqu'à la maison pour me mettre en garde."*

Propos du Réfugié Nigérien P3 à Kandi - FGD 2

Ce témoignage traduit une logique de propriété et de contrôle social, où l'accès à un point d'eau domestique devient un marqueur de frontière identitaire.

7.4.3 Recommandations de l'Accès à la Terre et aux Ressources Naturelles

- **Sécuriser les Arrangements Fonciers par exemple par des Accords locaux Écrits et Reconnus** signés par les chefs de village, les autorités locales et les représentants des réfugiés, afin de réduire le non-respect des contrats liés à la terre et prévenir l'usage de la terre comme instrument d'exclusion.
- **Rétablir et Protéger des Couloirs Pastoraux** en matérialisant ces couloirs par des balises ou panneaux, pour réduire les intrusions involontaires du bétail et les accusations systématiques envers les éleveurs.
- **Créer des Points d'Eau Dédiés au Bétail et des couloirs d'accès sécurisés** pour limiter les confrontations avec les agriculteurs et prévenir l'exploitation de l'eau comme levier d'exclusion des réfugiés.
- **Mettre en Place des Comités Mixtes de Médiation Foncière et Pastorale** (réfugiés, autochtones, agriculteurs, éleveurs, autorités locales) pour anticiper et résoudre rapidement les conflits liés aux cultures, pâturages et points d'eau.
- **Établir des Règles Communautaires Claires** pour l'accès aux puits domestiques et communautaires avec un ordre de passage et des distinctions entre puits domestiques et partagés, afin de prévenir l'exclusion ciblée et les rappels identitaires.
- **Assurer une Participation Effective des Femmes dans la Gestion des points d'Eau et des Ressources Pastorales** en les formant à la maintenance technique et à la gestion financière, pour faire de l'eau un espace de socialisation et de coopération plutôt que de confrontation.
- **Développer des Activités Communautaires Communes autour des Ressources** (entretien des puits, couloirs, champs communautaires) et des projets partagés (pépinières, terrains communautaires), pour restaurer la confiance, créer des bénéfices collectifs et atténuer la méfiance entre réfugiés et populations hôtes.
- **Sensibiliser les Communautés Hôtes à la Contribution Economique et Sociale des Réfugiés** dans l'agriculture, le pastoralisme et les travaux communautaires, afin de déconstruire la perception de concurrence et renforcer l'acceptation locale.
- **Renforcer la Participation des Femmes dans la Gestion Communautaire des Ressources** en consolidant leur rôle technique et organisationnel afin de transformer les points d'eau et les espaces pastoraux en lieux de collaboration plutôt que de tension.

8. Les Profils Socioculturels des Réfugiés dans les Communes Cibles

8.1 Langues Parlées par Commune Cible

Les résultats de cette sous section 8.1 sont basés sur les données ProGres des communes cibles de l'étude.

8.1.1 Communes de Natitingou et Matéri

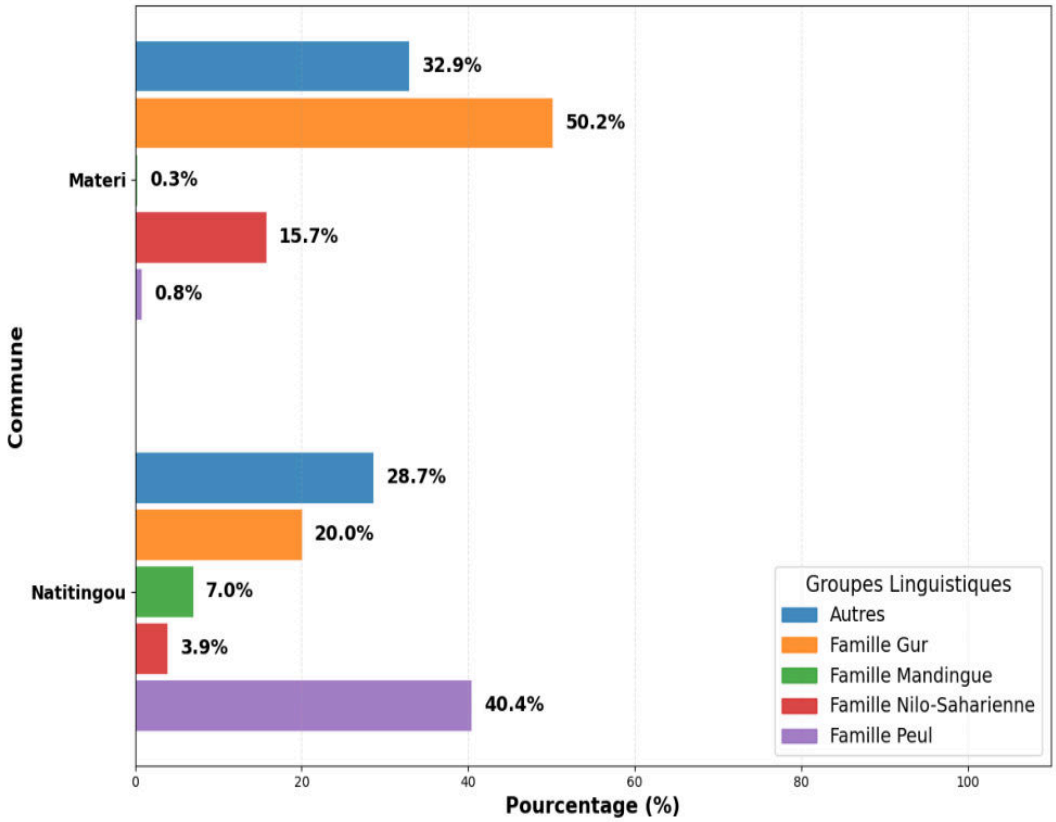

Figure 19. Langues Parlées à Matéri et Natitingou

La répartition des groupes linguistiques par site révèle une diversité culturelle notable qui mérite une attention particulière de la part de tous les acteurs humanitaires. Comme l'indique le graphique, à Materi, la famille Gur prédomine largement avec 50% des réfugiés, suivie des langues de la catégorie "Autres" avec 33%, tandis que la famille Nilo-Saharienne représente 16%. Les familles Peul et Mandingue y sont minoritaires avec moins de 1% chacune. À Natitingou, la configuration linguistique est sensiblement différente avec une prédominance de la famille Peul (40%), suivie du groupe "Autres" (29%) et de la famille Gur (20%). La famille Mandingue représente 7% et la famille Nilo-Saharienne 4%.

8.1.2 Commune de Kandi

Table 3. Répartition des langues à Kandi

Langues	Nombre
Famille Gur	7
Famille Mandingue	1
Autres	2
Total	**10**

Les nombres sont utilisés en raison du faible nombre de réfugiés dans la commune de Kandi. Dans ce contexte, les pourcentages ne seraient pas pertinents.

8.1.3 Recommandations Stratégiques pour une Intégration Linguistiquement Adaptée des Réfugiés

L'analyse des profils linguistiques révèle la nécessité d'adopter une approche qui reconnaît la diversité des langues comme une ressource. La présence de plusieurs groupes linguistiques de tailles différentes impose de repenser les modalités d'intervention humanitaire.

La communication institutionnelle doit s'adapter aux réalités linguistiques du terrain. Les langues les plus parlées servent de base principale sans exclure les groupes minoritaires qui doivent également accéder aux services. Dans les zones où plusieurs langues coexistent, il faut constituer des équipes capables de communiquer dans ces différentes langues pour éviter les divisions communautaires.

Il est essentiel de communiquer systématiquement dans les langues principales des réfugiés (Gur, peules et Nilo-Sahariennes) pour tous les domaines importants : protection, santé, éducation, moyens de subsistance. Chaque structure de services essentiels doit avoir au moins un agent parlant les principales langues des bénéficiaires. Les médiateurs issus des communautés réfugiées facilitent la communication et la compréhension mutuelle.

Les programmes d'intégration doivent valoriser la maîtrise de plusieurs langues comme un atout. L'alphabétisation et la formation professionnelle utiliseront les langues maternelles des participants pour faciliter ensuite l'apprentissage du français. Les espaces communautaires où coexistent différentes langues renforcent les liens entre réfugiés et populations d'accueil.

Cette stratégie nécessite la formation de médiateurs culturels et linguistiques capables de faciliter l'accès aux droits. Leur présence assure un accès équitable aux services, prévient les tensions et renforce la confiance envers les institutions. Cette approche transforme la diversité des langues en atout pour l'intégration durable.

8.2 Pratiques Religieuses et Rituels

Dans la plupart des régions d'où viennent ces réfugiés, les croyances religieuses sont un mélange où les grandes religions comme l'Islam ou le Christianisme sont pratiquées en même temps que des rites locaux très anciens. Cette façon de faire est très visible chez les réfugiés Gur et Mandingues. Chez les Mandingues, l'Islam est très important et organise la vie sociale comme les mariages et les funérailles. Cependant les réfugiés Mandingues pratiquent aussi les cultes traditionnels comme le respect des esprits de la nature, l'hommage aux ancêtres ou la consultation des devins (Bornand, 2008) .

Chez les réfugiés venant du Togo, le Christianisme est plus dominant, mais les croyances aux esprits de la nature restent très forts. Les lieux comme les montagnes et les rivières sont considérés comme sacrés et servent de sanctuaires pour les esprits traditionnels. Les bois sacrés sont également très importants pour les rites et montrent à quel point la vie sociale est liée à la nature (Daugey, 2016). Les réfugiés venant du Togo, sont connus pour leurs rites d'évala (lutte traditionnelle), une cérémonie très importante pour passer à l'âge adulte (Daugey, 2020) .

8.3 Normes Éducatives et de Santé

8.3.1 Normes Educatives

Les normes éducatives chez les réfugiés de notre échantillon peuvent être classées en trois types : l'éducation formelle, l'éducation religieuse et l'éducation traditionnelle. L'éducation formelle est celle de l'école moderne (primaire, secondaire et universitaire) qui enseigne les matières académiques telles que la lecture, l'écriture, le calcul et les sciences etc L'éducation religieuse se différencie selon l'appartenance ethnique. Chez les réfugiés qui pratiquent la religion musulmane, l'éducation religieuse a lieu dans les écoles coraniques. L'enseignement y est centré sur l'acquisition de la langue arabe, la mémorisation du Coran et l'étude des principes de l'Islam.

Les élèves apprennent les règles de la foi, les devoirs religieux (les prières, le jeûne) et les valeurs morales islamiques qui structurent la vie communautaire et sociale. Inversement, chez les réfugiés qui pratiquent la religion chrétienne, l'instruction est liée à l'influence historique des écoles missionnaires, se focalisant sur les textes bibliques, la catéchèse et les valeurs chrétiennes, et sert souvent de base à une première alphabétisation. L'éducation traditionnelle est un pilier de la transmission culturelle, dispensée de manière informelle par les aînés et la famille.

Elle englobe les savoir-faire pratiques (techniques agricoles, artisanales, d'élevage) ainsi que les normes sociales fondamentales : le respect absolu des aînés, la solidarité communautaire et la mémoire collective du clan.

Plus spécifiquement, chez les Gur, elle est centrée sur l'encadrement de l'adolescence et la formation aux rôles sociaux par la transmission des normes de la communauté (gulmance) (Lompo, 2018). Chez les Mandingue, elle met l'accent sur la connaissance de la généalogie transmise par les griots (jasare), qui est vitale pour situer l'individu dans sa lignée (Bornand, 2008). Enfin, chez les réfugiés venant du Togo, elle est indissociable des rites agraires et de la préparation physique et rituelle des jeunes hommes aux luttes d'évala, le rite de passage vers l'âge adulte.

8.3.1.1 Proposition de Modèle Scolaire

Les normes éducatives des différents groupes de réfugiés requièrent un modèle d'éducation équilibré et adapté aux besoins de chaque groupe de réfugiés. Ce modèle d'éducation repose sur l'éducation formelle comme un noyau essentiel dispensé le matin, centré sur les compétences de base comme la lecture, l'écriture et les mathématiques. En s'aidant parfois des langues maternelles pour faciliter les apprentissages.

Pour éviter la surcharge et respecter les spécificités de chacun, l'éducation religieuse et l'apprentissage des traditions comme les rites ou l'artisanat sont organisés séparément, l'après-midi ou le week-end, sous la responsabilité des aînés et des guides spirituels de chaque communauté. Cette organisation permet de maintenir un enseignement fondamental commun pour tous, tout en préservant les héritages culturels et religieux qui sont essentiels à l'identité et au bien-être des enfants réfugiés.

8.3.2 Normes de Santé

Concernant la santé, les réfugiés de notre échantillon utilisent souvent la médecine traditionnelle comme premier recours. La maladie est vue comme un déséquilibre causé non seulement par la nature, mais aussi par des forces invisibles (ancêtres, esprits) (Sambaré Yameogo, 2011) . Par conséquent, le traitement doit être double : utilisation des plantes médicinales et exécution de rituels par les devins ou les guérisseurs pour soigner la cause spirituelle. Même si la médecine moderne est utilisée pour les problèmes physiques, les réfugiés de notre échantillon retournent souvent à la médecine traditionnelle si la maladie persiste, croyant à une cause surnaturelle.

8.3.2.1 Recommandation Normes de Santé

- **Formation du Personnel de Santé :** Former les agents de santé aux croyances sanitaires des réfugiés. Cela améliore la communication et évite les malentendus. La confiance établie favorise l'acceptation des soins modernes.
- **Collaboration avec les Guérisseurs :** Créer des partenariats avec les guérisseurs traditionnels reconnus. Cette approche combine soins physiques et spirituels. Elle permet un meilleur suivi et empêche l'abandon des traitements.
- **Messages de Santé Adaptés :** Avec l'aide des guérisseurs traditionnels et des guides spirituels, donner des explications qui incluent causes spirituelles et biologiques. Cette reconnaissance encourage les patients à utiliser les deux médecines. Elle améliore ainsi l'efficacité des soins.
- **Questionnaire Médical Élargi :** Toujours interroger les malades sur les remèdes traditionnels utilisés. Cela prévient les risques d'interaction avec les médicaments de la médecine importée et permet une meilleure intégration des deux types de traitements des maladies.

8.4 Pratiques Alimentaires

Les réfugiés Mandingue utilisent surtout le mil et le sorgho, consommés sous forme de pâte (tô ou fura) . Le maïs, le niébé (haricot local), le riz et le poisson séché, complètent leur alimentation. Les sauces sont faites avec des légumes-feuilles ou du gombo, assaisonnées d'épices, de piment et de soumbala (un condiment fait de graines de néré fermentées) . Cet ingrédient est crucial pour sa saveur et ses qualités nutritives dans toute la zone sahélienne .

Les réfugiés Gur quant à eux utilisent aussi le mil et le sorgho, consommés sous forme de pâte (tô ou fura),le maïs, le niébé (haricot local) . Ils y ajoutent des sauces traditionnelles comme la feuille de ti kpankpandi. Ces sauces sont souvent faites avec du beurre de karité, du poisson séché ou de la viande, et accompagnent le tô de mil ou le riz (Pélagie Combary, Gulmu Info, 2025) . La consommation de viande pour les groupes musulmans doit suivre les règles islamiques.

L'alimentation des réfugiés venant du Togo fait partie d'un patrimoine culinaire riche et ancien, qui ne sert pas seulement à nourrir la communauté mais joue aussi un rôle important dans les rituels, les fêtes et certaines pratiques thérapeutiques. Cette cuisine repose sur des mets préparés à partir de produits locaux tels que les tubercules notamment l'igname, les céréales comme le mil et le sorgho, les légumes et diverses préparations végétales. Ces aliments constituent la base de leur alimentation quotidienne, mais aussi des repas festifs qui renforcent l'identité culturelle et la cohésion sociale.

9. Les Trajectoires Migratoires et l'Impact Psychologique

Les résultats de cette section sont basés uniquement sur l'analyse des données des réfugiés de notre échantillon.

9.1 Violences Vécues

Les violences rapportées s'inscrivent dans les réalités rencontrées avant l'arrivée au Bénin, dans les pays d'origine des réfugiés. Elles prennent plusieurs formes : agressions ciblées, meurtres, violences contre les femmes ou attaques soudaines dont les motivations restent incomprises. L'exposition directe ou indirecte à ces événements crée un climat de peur durable qui influence profondément les trajectoires migratoires.

Cette violence est souvent décrite comme imprévisible, brutale et difficile à expliquer. Certains participants évoquent des événements traumatisants.

> “
> *J'ai assisté à un viol… elle a été grièvement blessée et hospitalisée.*
> ”

Propos du Réfugié Togolais P3 à Matéri - FGD 1.

D'autres soulignent des pertes humaines qui ont constitué un tournant dans leur histoire :

> “
> *J'ai perdu des parents dans cette affaire qu'on ne comprend même pas. Brûler les villages, s'en prendre à des gens qui ne vous ont rien fait et avec qui vous partagez la même foi soit disant, moi je ne sais pas dans quoi on est.*
> ”

Propos du Réfugié Burkinabè P4 à Natitingou - FGD 1.

Pour beaucoup, ces expériences ont déclenché un sentiment d'urgence, renforcé par l'idée que la situation n'allait que s'aggraver. La violence subie, observée ou racontée, devient un moteur central du départ.

9.2 Relations avec les Groupes Armés

Selon les réfugiés de notre échantillon, leurs relations avec les groupes armés dans leurs zones d'origine peuvent être décrites comme suit :

- **Intrusives et imposées** : les groupes armés s'introduisent dans les villages sans préavis, interrogent les habitants sur des faits dont ils ignorent tout et exercent un contrôle arbitraire sur eux.
- **Menaces et intimidation** : Refuser de coopérer ou ne pas respecter certaines attentes peut entraîner des représailles directes ou symboliques, accentuant la perception d'un danger imminent.

- **Observation et suivi** : même sans confrontation directe, la présence visible des groupes armés ou les récits de villages voisins suffisent à maintenir un climat de tension psychologique.

Ces relations ne sont jamais perçues comme volontaires ou consensuelles. La coopération, lorsqu'elle se produit, est ressentie comme une stratégie de survie, imposée par la contrainte et la crainte pour la sécurité individuelle et familiale.

> *“Nous n'avons aucun problème avec eux... On était tranquille là-bas ... Ils viennent chez toi et te posent des questions dont tu ne sais rien. Si tu as chance tu t'en sors, au cas contraire c'est fini, on vous massacre corps et biens.*
>
> *Ce sont des gens à qui il vaut mieux ne pas avoir à faire… ils cherchent à entraîner tout le monde dedans.”*

Propos du Réfugié Burkinabè P6 à Natitingou - FGD 1.

Ces témoignages montrent que les relations sont ambivalentes, mêlant intimidation, menace et observation, et qu'elles sont directement liées aux décisions de mobilité. La crainte de représailles et la pression morale ont souvent conduit les familles à quitter leur village avant tout contact direct, anticipant le risque et protégeant leur sécurité.

9.3 Rôle de la mémoire collective

La mémoire collective, constituée de récits, d'expériences partagées et d'informations circulant entre villages, joue un rôle clé dans la perception du danger et les décisions migratoires. Même sans contact direct avec les violences, les réfugiés construisent une représentation de l'insécurité qui influence leurs comportements et stratégies de survie.

> *“Ce qu'on voyait était tout simplement terrible. Moi personnellement je n'ai pas vu les terroristes. Mais ce sont les habitants des villages ou campements voisins qui sont venus à pied en train de respirer difficilement, montrant qu'ils ont couru de loin. C'est eux qui nous ont conseillé de ne pas rester, il y a les gens qui tuent les gens là-bas et vous, vous êtes là ?”*

Propos du Réfugié Burkinabè P2 Natitingou - FGD 1.

> *“Wallahi on a vu des situations près de nous et c'est ces situations qui nous ont effrayés et on a fui avant que cela ne nous arrive. C'est tout ! Nous ne souhaiterions pas en dire plus, c'est horrible, on ne souhaite cela à personne.”*

Propos du Réfugié Burkinabè P7 à Natitingou - FGD 1.

Ces récits jouent un rôle d'alerte social et indiquent un danger réel ou potentiel. Ils deviennent un outil d'anticipation et de rationalisation. Pour les individus ou les familles qui n'ont pas encore subi de trauma direct, ces récits entendus leur permettent de faire une projection des risques potentiels. Et de ce fait, la décision de migrer est alors fondée sur un choix stratégique et proactif leur donnant la possibilité de se mettre en sécurité.

Par ailleurs, les récits d'insécurité, qu'ils viennent de bouche-à-oreille familial ou des réseaux sociaux ont un impact concret : ils aident les réfugiés à prendre la décision de partir et déclenche véritablement leur départ. La peur nourrie par ces récits, devient une réalité collective. Dans ce contexte, fuir n'est plus une simple idée, c'est une action nécessaire.

Par conséquent, pour les organisations humanitaires ou les décideurs politiques La prévention des déplacements forcés doit donc intégrer un travail de « désamorçage de ces récits d'alerte ». Elle doit aussi restaurer un sentiment de sécurité et d'avenir local.

> *“ Nous n'avons jamais vécu ça ici. Moi j'entends mais c'est ailleurs. J'entends parfois on a tué des gens, des enfants, des femmes dans certains villages. ”*

Propos du Réfugié Nigérien à Kandi - FGD 1.

Ainsi, la mémoire collective ne se limite pas à un simple rappel d'événements passés, elle structure la vigilance, la perception du risque et les stratégies de mobilité, permettant aux communautés de réagir collectivement face à des situations perçues comme menaçantes.

En somme , les trajectoires migratoires observées dans les communes de Natitingou, Kandi et Matéri révèlent que les mobilités ne sont pas uniquement des réactions à des événements isolés. Elles s'inscrivent dans une chaîne d'expériences où les violences directes, les pressions exercées par des groupes armés, les récits dramatiques relayés à travers les villages et les signes précurseurs perçus comme menaçants convergent pour façonner une lecture collective du danger. Cette dynamique influence à la fois les décisions de départ, les représentations du risque et les formes de vigilance adoptées par les communautés.

9.4 Recommandations

- **Mettre en Place un Accompagnement Psychosocial Immédiat** dans les premières phases d'accueil, car les réfugiés décrivent des expériences traumatisantes (agressions, pertes familiales, scènes violentes) qui créent une peur durable et influencent profondément leurs comportements après leur arrivée.
- **Repérer Systématiquement les Personnes Affectées par la Mémoire Collective**,notamment celles qui n'ont pas vécu directement les événements, mais qui ont fui après avoir entendu les récits provenant de villages voisins. Leur anxiété, nourrie par ces informations, nécessite un accompagnement psychologique adapté pour traiter les effets des violences, qu'ils soient vécus directement ou indirectement.
- **Créer des Espaces Communautaires d'Écoute Sécurisés** dans les communes d'accueil (Natitingou, Kandi, Matéri), afin de permettre aux réfugiés de partager leurs expériences en toute confidentialité, d'apaiser leurs inquiétudes et de prévenir la propagation de récits traumatiques non maîtrisés.
- **Renforcer les Mécanismes d'Alerte Communautaire Existants**, puisque les décisions de fuite dans les zones d'origine reposent largement sur des signaux transmis entre villages. Encourager des groupes de veille locaux peut aider les réfugiés à se sentir plus en sécurité et à réduire l'incertitude.
- **Assurer une Communication Régulière et Fiable sur la Sécurité Locale**, car certains réfugiés soulignent que l'information circulant entre villages est parfois imprécise ou amplifiée. Une communication structurée permet d'éviter des inquiétudes inutiles et aide les réfugiés à reconstruire un sentiment de contrôle.
- **Mettre en Place des Activités Collectives favorisant la Stabilité Émotionnelle**, comme des rencontres sécurisées ou des moments de dialogue organisés avec les leaders communautaires, afin d'atténuer la méfiance, la peur et la tension héritées du contexte de départ.
- **Développer des Activités de Cohésion Sociale Sécurisées** favorisant la stabilité émotionnelle, en visant à diminuer la méfiance et le stress psychologique hérités du contexte d'origine et à organiser des rencontres sécurisées ou des moments de dialogue avec les leaders communautaires afin d'atténuer la peur, la méfiance et les tensions héritées du contexte de départ.
- **Former le Personnel Humanitaire et les Acteurs Locaux** (chefs de village, services communaux) aux traumatismes complexes et aux particularités des violences liées au contexte sahélien, afin de mieux comprendre les réactions des réfugiés et d'adapter les interventions en fonction de leur vécu.

10. Les Déterminants liés au Choix de la Communauté d'Accueil

FIGURE 20. Nuage de Mots des Facteurs Historiques ou Ethnographiques

10.1 Proximité Géographique et Recherche de Sécurité

Le nuage de mots de la figure 13 met en évidence plusieurs logiques dans le choix de la destination des réfugiés arrivant dans les communes cibles de notre étude. D'une part, plusieurs réfugiés mentionnent que leur arrivée a été motivée par la recherche de sécurité face aux violences et aux attaques terroristes dans leurs pays d'origine.

Les mots comme "paix", "sécurité" et "refuge" suggèrent que leur choix était avant tout dicté par un besoin urgent de trouver un lieu sûr et sécurisé. Il est donc possible que ces réfugiés aient choisi leur destination principalement pour des raisons géographiques, la proximité avec leur pays d'origine jouant un rôle important.

D'autre part, une partie des réfugiés indique avoir des liens sociaux et culturels dans la région, mentionnant des termes comme "famille", "village" ou "mariage", ce qui montre que des réseaux préexistants ont facilité leur arrivée et leur intégration. Ces liens sociaux ont joué un rôle crucial en offrant non seulement un soutien matériel (hébergement, nourriture, orientation), mais aussi un soutien émotionnel rassurant dans un contexte d'exil.

Enfin, des mots comme "marché", "site" et "autorités" révèlent que des facteurs pratiques ont également influencé leur choix. La présence de marchés, d'infrastructures d'accueil et l'assurance de protection par les autorités locales ont contribué à leur décision.

En résumé, ce nuage de mots illustre que le processus d'intégration des réfugiés repose sur une combinaison de liens sociaux préexistants, de sécurité et de ressources économiques, certains réfugiés ayant choisi leur destination pour des raisons culturelles et familiales, tandis que d'autres, contraints par les violences, ont dû s'adapter et chercher des solutions de survie dans un environnement nouveau.

10.2 Liens Historiques et Socio-Culturels

L'installation des réfugiés nigériens, burkinabè et togolais dans plusieurs communes du Bénin repose sur une combinaison de facteurs sociaux, historiques, culturels et humains, favorisant ainsi une cohabitation respectueuse avec les communautés locales. En effet, il ne s'agit pas simplement d'un choix contraint, mais plutôt d'un ancrage dans une dynamique ancienne de mobilité transfrontalière entre des populations partageant des liens étroits.

D'une part, les premières vagues de réfugiés ont été accueillies dans un esprit d'hospitalité et de solidarité, valeurs profondément enracinées dans les traditions des populations hôtes. Cet accueil, perçu comme chaleureux et digne, a dès lors encouragé l'installation d'autres réfugiés après 2021. D'autre part, nombre d'entre eux ont été hébergés par des familles locales ou ont bénéficié de l'accès à des espaces leur permettant de s'abriter de manière autonome.

Par ailleurs, les liens historiques liés au pastoralisme, à la transhumance et aux échanges commerciaux ont préparé le terrain à cette proximité. En effet, certaines familles burkinabè et nigériennes avaient déjà des habitudes de migration saisonnière vers le Nord du Bénin. Ces trajectoires préexistantes ont, de ce fait, favorisé la compréhension mutuelle et l'insertion des nouveaux arrivants.

De plus, sur le plan culturel et linguistique, la présence de groupes sociolinguistiques communs (Peuls, Gur, Mandingues etc.) facilite les échanges. Les similitudes dans les pratiques religieuses, alimentaires, vestimentaires et festives renforcent davantage cette proximité.

En somme, l'intégration des réfugiés repose non seulement sur l'accueil des communautés hôtes, mais aussi sur une base commune de références culturelles et sociales. Ainsi, cette dynamique de réciprocité et de reconnaissance mutuelle contribue à préserver la cohésion sociale et à construire des ponts solides entre réfugiés et populations locales.

10.3 Liens Familiaux et Réseaux Sociaux

Les réfugiés n'arrivaient pas dans un environnement totalement inconnu. De nombreuses familles avaient des liens avec les habitants de la commune, qu'il s'agisse de relations familiales, amicales ou professionnelles. Cela a facilité leur arrivée et a souvent été un moteur pour leur installation.

Beaucoup ont choisi comme destination le Nord du Bénin, notamment les trois communes au sein desquelles la présente étude a eu lieu, parce que des compatriotes qui les y avaient devancés dans le cadre de leurs activités professionnelles les ont convaincus d'y venir.

Il faut également noter que, par le passé, certains d'entre eux avaient déjà pris l'habitude de fréquents déplacements dans ces zones où ils pouvaient compter sur des connaissances au sein de la population locale.

> *“ Mon papa avait des amis ici. C'est grâce à eux que je suis venu ici ”*

> *“ Quand les premières attaques ont commencé à atteindre notre région au Burkina Faso, je n'ai pas attendu plus que ça. J'ai un ami qui avait l'habitude, à cause de son commerce de bétail, de venir au Bénin. Je me suis renseigné avec lui, il m'a donné des contacts sur place et j'ai donc choisi de venir m'installer ici. J'ai tranquillement continué à faire mes activités commerciales ici depuis 2018 ”*

Propos d'un réfugié burkinabè installé à Natitingou en 2018.

Ces réseaux sociaux préexistants ont donc joué un rôle majeur dans l'accueil des réfugiés, leur permettant de s'adapter plus rapidement aux réalités locales et de trouver un soutien immédiat à leur arrivée. Ces mêmes réseaux servent également lorsque, à leur arrivée, ces réfugiés ont besoin de chaperonnage pour prendre leurs repères dans la population locale. L'installation s'est souvent faite à travers les liens avec les devanciers ou les compatriotes déjà établis dans la communauté.

11. Inclusion Socio-Économique

Les résultats de cette section sont basés uniquement sur l'analyse des données des réfugiés de notre échantillon.

11.1 Les Réfugiés se Perçoivent comme Contributeurs au Développement

Figure 21. Nuage de Mots des Réfugiés comme Contributeurs au Développement Socio-Économique

Le nuage de mots illustre clairement que les réfugiés ne se considèrent pas uniquement comme des bénéficiaires d'aide, mais comme des acteurs économiques cherchant à s'intégrer dans leur milieu d'accueil. Les termes récurrents tels que « faire », « travailler », « activités », « agriculture », « élevage », « besoin », « argent », « aide » traduisent leur volonté de participer activement à la vie locale à travers des activités champêtres, l'élevage, la transformation agroalimentaire ou encore de petits commerces.

Ces initiatives témoignent d'une stratégie de survie, mais aussi d'un désir d'autonomie et de contribution au développement local. Par ailleurs, l'importance donnée aux mots « aide », « appui », « formation », « moyens » souligne que, malgré leur engagement, les réfugiés restent confrontés à des contraintes financières et techniques qui limitent leur capacité à développer des activités plus ambitieuses et pérennes.

Le texte confirme que les réfugiés anciennement installés ont acquis une relative indépendance, alors que les nouveaux venus demeurent plus dépendants de l'emploi salarié ou de l'aide extérieure. En outre, les femmes se distinguent dans les activités de transformation des produits agricoles, et certains réfugiés apportent des savoir-faire artisanaux spécifiques, générant ainsi des transferts de compétences avec les populations hôtes.

Ce double rôle acteur économique et vecteur de cohésion sociale démontre que, malgré la précarité, les réfugiés participent au dynamisme local, renforcent les solidarités et contribuent à la résilience des communautés d'accueil.

11.2 Insertion Sociale et Économique : besoins essentiels des réfugiés

Figure 22. Nuage de Mots de l'inclusion Socio-Économique

Le nuage de mots met en évidence les besoins essentiels des réfugiés, tels que l'eau, les champs, les parcelles, le logement et la scolarisation des enfants, mais aussi les enjeux économiques liés au paiement, à la location et aux relations avec les propriétaires. Ces préoccupations traduisent une négociation permanente autour de l'accès aux ressources et des tensions de cohabitation entre autochtones et réfugiés. Toutefois, l'inclusion socio-économique progresse dans le Nord du Bénin, surtout pour les premiers réfugiés plus autonomes, tandis que les nouveaux restent dépendants de l'entraide communautaire. Ce processus, encore fragile, nécessite l'appui des autorités locales et des organisations humanitaires afin de consolider une intégration durable et harmonieuse. L'inclusion socio-économique des nouveaux réfugiés dans la communauté d'accueil s'articule autour de plusieurs dynamiques :

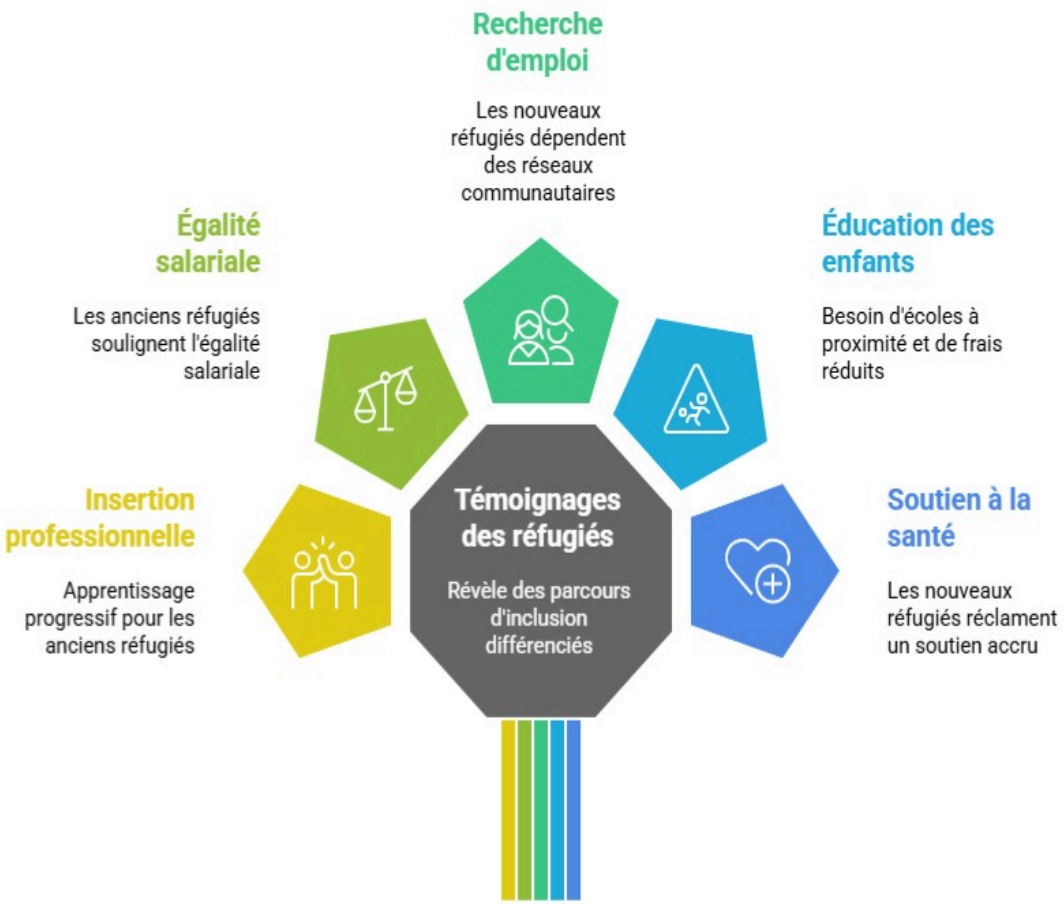

FIGURE 23. Interaction entre Réfugiés et Communauté d'Accueil

Cette analyse met en lumière une inclusion socio-économique plus avancée des réfugiés arrivés il y a plus longtemps, qui bénéficient d'une stabilité progressive et d'un meilleur ancrage local. Les réfugiés arrivés plus récemment, quant à eux, restent davantage dépendants de l'entraide communautaire et font face à des obstacles liés à l'accès à l'emploi régulier et aux services sociaux. Ces différences traduisent les étapes distinctes de leur intégration dans les communautés d'accueil, tout en soulignant des besoins communs cruciaux pour un développement harmonieux.

En somme, l'intégration socio-économique des réfugiés est un processus en cours, soutenu par des initiatives locales et internationales. Cependant, malgré tous ces efforts conjugués, d'importants défis subsistent, liés à l'accès aux opportunités, à la protection sociale et à la lutte contre la discrimination.

12. Challenges et Perspectives

La situation socio-économique des réfugiés au Nord du Bénin est passable, malgré les nombreux et importants efforts fournis par les divers acteurs institutionnels et individuels. Cependant, d'importants défis restent à relever pour rendre leur inclusion au sein des communautés hôtes plus réussie. Ainsi, en matière de sécurité, de cohésion sociale, d'accès aux services de santé, aux prestations sociales de base et de gestion des conflits liés à l'accès à la terre et aux autres ressources naturelles, des efforts restent à fournir.

12.1 Sécurité et Gestion des Conflits

De ce point de vue, il s'agit de créer de meilleures conditions d'accès aux ressources que sont la terre et l'eau, afin qu'un déséquilibre ne devienne pas un vecteur de conflits internes pouvant aggraver un problème déjà endémique dans la région. Il s'agirait également de promouvoir l'action des organisations de la société civile et d'initier des productions radiophoniques favorisant le dialogue, ainsi que de renforcer le dispositif de médiation pour prévenir et résoudre les conflits entre agriculteurs et éleveurs.

12.2 Politiques Inclusives et Promotion de la Coexistence Pacifique

Des politiques publiques favorables à l'intégration des réfugiés, notamment en matière de logement, d'éducation, de santé et d'accès à l'emploi, sont essentielles pour mieux asseoir leur insertion sociale. Ainsi, un plaidoyer doit être mené auprès des collectivités locales des différentes communes qui accueillent les réfugiés, afin qu'elles renforcent les activités susceptibles de favoriser un brassage culturel.

Dans ce sens, il serait utile d'organiser des rencontres périodiques ou de mettre en place un cadre de concertation réunissant des représentants des réfugiés, des populations locales et des structures œuvrant dans le cadre de programmes de soutien à la cause des réfugiés. Un dialogue ouvert et constructif entre les réfugiés et les communautés hôtes est crucial pour prévenir les tensions et renforcer la cohésion sociale. Il pourrait, par exemple, être organisé des activités sportives, ludiques et culturelles périodiques entre les réfugiés et les communautés hôtes.

12.3 Programmes d'Appui et Promotion de l'Accès aux Services Essentiels

Des programmes spécifiques d'appui à l'insertion économique et sociale des réfugiés, tels que des formations professionnelles, des microcrédits et des accompagnements personnalisés, peuvent faciliter leur contribution au développement.

Il serait souhaitable que les zones du Bénin touchées par les attaques terroristes fassent l'objet de programmes spéciaux, assurant une meilleure couverture en infrastructures à vocation sociale, telles que les écoles et les centres de santé, afin d'améliorer le ratio d'accès pour tous, y compris les réfugiés. Ces derniers pourraient, à cet effet, bénéficier par exemple d'une assurance santé spécifique et d'exonérations sur la scolarité.

12.4 Partenariats et Mobilisation de Ressources

La collaboration entre les autorités, les organisations internationales, les ONG et les acteurs locaux est essentielle pour mettre en œuvre des initiatives efficaces et durables. Il apparaît clairement que, loin de n'être qu'un fardeau, les réfugiés peuvent jouer un rôle positif dans le développement local au Nord du Bénin et constituer une source d'opportunités pour les communautés qui les accueillent. En mettant en place des politiques et des programmes adaptés, en favorisant le dialogue et la collaboration, et en reconnaissant leur potentiel, il est possible de transformer les défis liés à l'accueil des réfugiés en opportunités de développement pour l'ensemble de la communauté.

13. Discussion : De l'Accueil d'Urgence à l'Inclusion Durable

L'analyse socio-ethnographique des réfugiés au Nord du Bénin révèle une réalité nuancée, entre une solidarité culturelle profonde et des tensions matérielles croissantes. On observe quatre principaux « constats sociologiques ». Le premier constat sociologique est le choix du Bénin comme communauté hôte. Ce choix repose sur la « proximité géographique » et la recherche de « sécurité et paix », mais surtout sur des réseaux sociaux préexistants (famille, commerce, transhumance) . D'un point de vue sociologique, l'insertion des réfugiés est "amorcée" par des liens historiques et linguistiques préexistants (Peuls, Mandingue, Gur, etc.) qui transforment l'étranger en un « proche culturel », atténuant le choc du déplacement.

Le deuxième constat sociologique est « le traumatisme et la mémoire collective » qui jouent un rôle central. La migration est souvent déclenchée soit par une expérience directe des attaques, soit par une "mémoire collective du danger" (récits de violences voisines). Les réfugiés ne fuient pas seulement une violence immédiate, mais une "atmosphère de terreur" relayée par les récits inter-villages. Cette dimension psychologique nécessite une prise en charge spécifique, car elle conditionne la capacité des réfugiés à se projeter dans l'avenir.

Le troisième constat sociologique concerne les tensions sur les ressources naturelles. D'un côté, l'accès à la terre est la source principale de tension. En effet, la précarité des contrats verbaux et les dommages aux cultures par le bétail créent des conflits récurrents. De l'autre côté, l'accès aux points d'eau est parfois restreint pour les réfugiés, devenant un « marqueur d'exclusion symbolique ». Ainsi, la pression sur les ressources vitales réactive par moments la frontière identitaire entre "autochtones" et "réfugiés", transformant les conflits agropastoraux en enjeux d'appartenance. Cette pression remet en question l'hospitalité traditionnelle aussi bien que les mécanismes traditionnels de résolution de conflits.

Le quatrième constat sociologique concerne les compétences professionnelles et techniques que les réfugiés apportent avec eux et qui peuvent être bénéfiques au développement de la communauté hôte. En effet, selon la base ProGres, 42% (2688) réfugiés exercent dans trois secteurs economiques principaux : le secteur agropastorale, le secteur de l'artisanat et des services, et le secteur des métiers techniques et professionnels. Fort de ceci, les réfugiés démontrent une volonté farouche d'autonomie et de contribution au développement local et refusent le statut de simples assistés comme le montre les propos de trois réfugiés :

« Nous-mêmes, on ne reste pas les bras croisés, on est des travailleurs et ce qu'on gagne, on achète des choses aussi ici, et lorsqu'on est quelque part on n'a pas le choix, il faut faire avancer ce lieu car on ne sait même pas si l'on va demeurer là plus longtemps que prévu. » (Propos du Réfugié Participant 4 à Natitingou)

« Par exemple, moi je sais faire du tissage de pagne Faso danfani, ici leur manière de tisser le pagne traditionnel n'est pas le même qu'au Burkina ; avec nos échanges on s'apporte de nouvelles connaissances avec les gens qui font ce travail ici. » (Propos du Réfugié Participant 2 à Natitingou) .

« Je suis venue et j'accompagnais celui qui est là. Quand je suis venue je ne savais même pas comment décortiquer l'arachide, je suivais un peu un peu, je pratiquais jusqu'à ce que je sois habituée. Ce sont les Mokolé, c'est-à-dire les autochtones que je suivais pour apprendre. » (Propos du Réfugié Participant 1 à Kandi) .

L'inclusion durable des réfugiés dans le tissu économique et social du Nord du Bénin dépendra de la capacité de tous les acteurs concernés à sécuriser l'accès aux ressources et à apaiser les mémoires blessées. Le défi n'est plus seulement humanitaire ; il est structurel. Il s'agit de poursuivre et d'accélérer la transition de la gestion de crise vers une politique de développement inclusif, où réfugiés et hôtes construisent ensemble une résilience face à l'insécurité régionale.

13.1 Recommandations Opérationnelles

- **Sécurisation foncière :** Formaliser les accords d'exploitation des terres par des contrats écrits visés par les autorités locales pour protéger les réfugiés de l'expulsion arbitraire et créer des points d'eau dédiés.
- **Protection des infrastructures pastorales :** Délimiter les couloirs de transhumance, protéger les zones pastorales et créer des points d'eau dédiés au bétail pour réduire les conflits agropastoraux.
- **Renforcer la cohésion sociale :** Mettre en place des comités mixtes de médiation, organiser des activités culturelles et sportives communes, et valoriser la contribution économique des réfugiés.
- **Consolider l'inclusion socio-économique :** Élargir l'accès aux formations professionnelles, au microcrédit et aux services essentiels (santé, éducation) pour les réfugiés et les communautés hôtes.
- **Santé mentale :** Déployer des programmes de soutien psychosocial ciblant spécifiquement les traumatismes liés à la violence et à la mémoire collective de la terreur.
- **Intégration linguistique :** Utiliser les langues locales dans la communication humanitaire et les services de base pour garantir l'accès aux droits des réfugiés.
- **Adapter l'aide humanitaire :** Adopter une communication multilingue, intégrer les familles d'accueil dans les distributions, et fournir un accompagnement psychosocial pour traiter les traumatismes.
- **Consolider les approches communautaires :** Renforcer le rôle des autorités locales, des chefs traditionnels et des points focaux dans la gestion de l'accueil et la prévention des conflits. Solidifier également les comités mixtes (hôtes/réfugiés) pour la gestion des ressources et la médiation, afin de prévenir la stigmatisation.

14. Références

1. Albert-Marie, Maurice. *Atakora, Otammari, Osuri, peuples du Nord Bénin.* 1950.
2. Bazin, Jean. « À chacun son Bambara », dans *Au cœur de l'ethnie : ethnies, tribalisme et État en Afrique.* Paris : La Découverte, 2005.
3. Bird, Charles & Kendall, Martha. *The Mande Hero : Text and Context.* Indiana University Press, 1980.
4. Bormand, Sandra. *Les Zarma du Niger : organisation sociale et coutumière.* Paris : L'Harmattan, 2008.
5. Cartry, Michel. *Structuration de l'espace chez les Gourmantché.* Paris : CNRS Éditions, 1966.
6. Cartry, Michel. *L'organisation sociale des Gourmantché (Haute-Volta).* École Pratique des Hautes Études, 1966.
7. Cilliers, Jakkie. *Terrorisme et sécurité en Afrique de l'Ouest.* Institute for Security Studies, 2004.
8. Cissé, Youssouf Tata. *La confrérie des chasseurs mandingues et la notion de personne.* Paris : Karthala, 1985.
9. Combary, Pélagie. *Savoirs alimentaires et pratiques culinaires gourmantché.* Gulmu Info, no. 45, 2025.
10. Daugey, François. *Rites et spiritualité chez les Kabyè du Togo.* Presses Universitaires, 2016.
11. Daugey, François. *L'évala : rite initiatique et construction identitaire kabyè.* Paris : Karthala, 2020.
12. Dieterlen, Germaine & Cissé, Youssouf Tata. *Les fondements de la société d'initiation du Komo.* Paris : Mouton, 1972.
13. Dieterlen, Germaine ; Cissé, Youssouf Tata ; Sylla, Diarra. *L'Empire de Ghana : le Wagadou et les traditions de Yéréré.* Paris : Karthala, 1992.
14. Ehret, Christopher. *The Civilizations of Africa.* 2002.
15. Evans-Pritchard, Edward Evan. *The Nuer.* Oxford : Clarendon Press, 1940.
16. Goody, Jack. *The Social Organisation of the LoWiili.* Oxford University Press, 1967.
17. Guidi, Sévérin. *Les rites d'initiation chez les Batammariba : le Dikor.* 1998.
18. Holas, Bohumil. *Les sociétés traditionnelles d'Afrique de l'Ouest.* 1957.
19. Jansen, Jan. *Mande-Manding : Background Reading for Ethnographic Research.* Leiden : CNWS, 2004.
20. Khalfaoui, Mathias. *A Front Line with Jihadism Drawn in the Sand of the Sahel.* 2023.
21. Ky, Bonaventure. *Le sacré chez les peuples voltaïques.* 1995.
22. Labouret, Henri. *Les Tribus du rameau Lobi.* Institut d'Ethnologie, 1931.
23. Labouret, Henri. *Les sociétés sahéliennes.* 1931.
24. Laya, Diouldé. *La société zarma face à la modernité.* INDRAP, 1992.
25. Levtzion, Nehemia. *Ancient Ghana and Mali.* London : Methuen, 1973.

26. Lompo, Moussa. *Éducation traditionnelle et transmission des savoirs chez les Gourmantché*. Presses Universitaires, 2018.
27. Malibida, Benida Pyalo. *Patrimoine culinaire et identité culturelle chez les Kabyè*. Université de Kara, 2021.
28. Meillassoux, Claude. *Anthropologie économique des sociétés africaines*. Paris : Mouton, 1964.
29. Olivier de Sardan, Jean-Pierre. *Les sociétés Songhay-Zarma (Niger-Mali) : chefs, guerriers, esclaves, paysans*. Paris : Karthala, 1984.
30. Ouédraogo, Albert. *La parenté à plaisanterie au Burkina Faso*. Paris : L'Harmattan, 2006.
31. Person, Yves. *Samori : une révolution dyula*. Paris : IFAN, 1968.
32. Sewane, Dominique. *Les Batammariba : le monde des esprits*. Paris : CNRS Éditions, 2004.
33. Tcham, Badjon. *Traditions des Betammaribé de l'Atakora*. Québec : Presses de l'Université Laval, 1997.
34. Trimingham, John Spencer. *The Influence of Islam upon Africa*. London : Longman, 1980.
35. Yameogo, Sambaré. *Médecine traditionnelle et représentations de la maladie*. CNRST, 2011.
36. Zahan, Dominique. *Sociétés d'initiation bambara : le N'domo, le Korè*. Paris–La Haye : Mouton, 1960.
37. Zempléni, András. *La parenté et le pouvoir en Afrique de l'Ouest*. Paris : Karthala, 1985.
38. Zwernemann, Jürgen. *Les notions spirituelles et religieuses des peuples de langue voltaïque*. 1961.
39. Zwernemann, Jürgen. *Les notions spirituelles chez les peuples africains*. 1969.

15. Annexe

15.1 Méthodologie de Nuage de Mots

Méthodologie de Nuage de Mots

Le nuage de mots est une représentation graphique des données textuelles où la grandeur de chaque mot est proportionnelle à sa fréquence d'apparition dans un corpus donné. Plus un terme est mentionné fréquemment, plus il se présente en caractères plus grands, créant ainsi une hiérarchie visuelle instantanée.

Cet instrument est essentiellement utilisé pour condenser rapidement le contenu de divers documents (discours, enquêtes, articles) en soulignant immédiatement les sujets principaux, les mots essentiels et les évolutions habituelles. En convertissant des informations complexes en une représentation visuelle claire et efficace, le nuage de mots favorise l'examen, l'analyse qualitative et la transmission des concepts clés sans nécessiter une lecture intégrale.

15.1.1 Source

https ://quillbot.com/word-cloud-generator

15.2 Compositions des Familles Ethniques

Familles	Ethnies
Gur	Mossi, Gourmancéma, Kabiye, Moba, Gurunsi, Losso, Yana, Bassar, Biali
Mandingue	Dagaari Dioula, Kotokoli, Songhai, Zarma
Peule	Fulfulde, Fulani, Fula, Peul, Fullah, Pular, Peuhl
Nilo-Saharienne	Gorane, Berta, Moro, Dhimorong, Beber, Hausa
Autres	Bihari, Mongol, Aguacateco, French, Other, Inconnu, Autres, Yoruba

Figure 24. Tableau des Différentes Ethnies et Leur Famille

15.2.1 Sources

- Wikipedia. Gur languages. Wikipedia.org, 2025.
- Greenberg, Joseph H. The Languages of Africa. Bloomington : Indiana University / The Hague : Mouton & Co., 1963 (révisé 1966).
- Base de Données ProGres